Nations Unies A/69/254–S/2014/522



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale
4 août 2014
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-neuvième session
Point 112 c) de l'ordre du jour provisoire*
Élections aux sièges devenus vacants dans les organes principaux : élection de cinq membres de la Cour internationale de Justice

Conseil de sécurité
Soixante-neuvième année

Curriculum vitæ des candidats présentés par les groupes nationaux

Note du Secrétaire général**

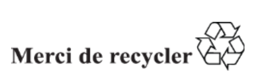
Le Secrétaire général a l'honneur de soumettre à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité les curriculum vitæ des candidats présentés par les groupes nationaux dans le cadre de l'élection destinée à pourvoir cinq sièges devenus vacants à la Cour internationale de Justice (voir annexe), qui se tiendra durant la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale. La liste des candidats présentés est publiée sous la cote A/69/253-S/2011/521. La composition de la Cour et la procédure de vote à suivre à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité sont exposées dans un mémorandum du Secrétaire général (A/69/230-S/2011/520).

* A/69/150.

** Conformément au Statut de la Cour internationale de Justice, le Secrétaire général a prié les États parties de présenter les candidats désignés par les groupes nationaux le 30 juin 2014 au plus tard. Le présent document n'a donc pas pu être établi plus tôt.

14-58182 (F) 171014 171014







Annexe

Curriculum vitæ

Table des matières

Page

Susana Ruiz Cerutti (Argentine)

[Original : espagnol]

Diplômée de la faculté de droit et de sciences sociales de l'Université nationale de Buenos Aires (1961)

1967-1978	Admission au concours d'entrée de l'Institut national des relations extérieures et obtention du diplôme avec mention très honorable et félicitations du jury. Attachée d'ambassade
1972-1977	Membre de la Mission spéciale de l'Argentine auprès de la cour d'arbitrage chargée de régler le différend entre l'Argentine et le Chili concernant le tracé des frontières de la région du canal de Beagle
1979-1985	Membre de la Mission spéciale de l'Argentine déléguée auprès du Saint-Siège dans le cadre de la médiation visant à régler l'affaire du canal de Beagle
1985-1987	Conseillère juridique au Ministère des relations extérieures
1987-1989	Secrétaire d'État aux relations extérieures (Vice-Chancellière)
1989	Ministre des relations extérieures
1989-1996	Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire de l'Argentine en Suisse
1991-1996	Chef de la délégation argentine auprès de la cour d'arbitrage chargée de régler l'affaire de la Lagune du Désert
1995-présent	Membre de la Cour permanente d'arbitrage
1997-1999	Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire de l'Argentine au Canada
9/11/2000 -présent	Directrice du Département des relations extérieures
12/2005 -présent	Conseillère juridique au Ministère des relations extérieures du commerce international et du culte
	Représentante de l'Argentine devant la Cour internationale de Justice dans l'Affaire relative à des usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine c. Uruguay)
2008	Membre du Comité exécutif du Conseil argentin des relations internationales
2008	Représentante de l'Argentine auprès de la Commission baleinière internationale
2009	Membre du groupe d'arbitres et de médiateurs du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements
12/2011 -présent	Membre de la Commission internationale humanitaire d'établissement des faits

2012	Représentante de l'Argentine devant le Tribunal international du droit de la mer dans l'Affaire de l'ARA Libertad (affaire no 20)

James Richard Crawford (Australie)

[Original : anglais]

Date et lieu de naissance : Adelaide (Australie), le 14 novembre 1948

Éducation

Université d'Adelaide (1966-197l) : licence en anglais, histoire et politique (1971); licence en droit (mention très bien) (1971); titulaire d'une bourse Stow; titulaire d'une bourse Australian Shell (1971)

Doctorat en philosophie (Oxon, 1977)

Doctorat en droit (Cantab, 2004)

Licence en droit *honoris causa* [Université catholique de Budapest Pázmány Péter (2005), Université Paris-I Sorbonne (2007), Université d'Amsterdam (2014)]

Prix et distinctions honorifiques

Panglima Jasa Negara (Malaisie, 2007)

Cavaler, Ordinul Naţional Servicio Credincios (Roumanie, 2009)

Wolfgang Friedmann Memorial Award (*Columbia Journal of Transnational Law*, 2009)

Nessim Habif World Prize for International Law (Université de Genève, 2010)

Manley Hudson Medal (American Society of International Law, 2012)

Companion of the Order of Australia (AC) (2013)

Chambers Lifetime Achievement Award (2013)

Qualifications professionnelles

Avocat devant la Haute Cour australienne (1977)

Avocat devant la Cour suprême de Nouvelle-Galles du Sud (admis à plaider le 6 novembre 1987); avocat principal (nommé le 7 novembre 1997)

Avocat membre du Gray's Inn (Londres) (admis au barreau en mars 1999); membre fondateur de la Matrix Chambers du Gray's Inn

Expérience professionnelle

1. Université d'Adelaide : chargé de cours (août 1974-1977); maître de conférences (1977-1982); professeur associé (1982-1983); professeur de droit (titulaire à titre personnel) (1983-1986)
2. Membre à temps plein de la Commission australienne de réforme législative (1982-1984)
3. Université de Sydney : professeur de droit international (chaire Challis) (1986-1992); doyen de la faculté de droit (1990-1992)

4. Université de Cambridge : professeur de droit international (chaire Whewell); Professorial Fellow, Jesus College (1992-présent); Directeur du Lauterpacht Research Centre for International Law (1995-2003 et 2006-2010); Président du Conseil du corps enseignant (2003-2006)

5. Université Latrobe : chargé de recherche à temps partiel (2011-présent)

6. Université Xi’an Jiaotong : professeur (chaire Chang Jiang) (2013-présent)

Contribution aux travaux d’organes gouvernementaux et intergouvernementaux

Membre de la Commission australienne de réforme législative (1982-1990; membre à temps partiel de 1984 à 1990)

Membre de la Commission australienne pour l’Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture (1984-1988)

Membre du comité consultatif pour les questions relatives au système judiciaire australien de la Commission constitutionnelle australienne (1985-1987)

Membre du comité consultatif du Gouvernement australien pour les questions relatives au droit maritime (1989-1992)

Membre de la Commission du droit international (1992-2001)

Associations professionnelles

Président de l’Association des facultés de droit australasiennes (1985)

Membre de la British Academy (élu en 2000)

Membre du Curatorium de l’Académie de droit international de La Haye (élu en 1999)

Membre associé de l’Institut de droit international (élu en 1985); membre ordinaire de l’Institut de droit international (1991-présent)

Directeur d’études à l’Association de droit international (1991-1997)

Membre honoraire de l’Association de droit maritime d’Australie et de Nouvelle-Zélande

Expérience en tant que conseil

Retenu comme conseil dans les affaires suivantes :

Devant la Cour internationale de Justice

1. Affaire de certaines terres à phosphates à Nauru (*Nauru* c. *Australie*), C.I.J. Recueil 1992, p. 240 – conseil de Nauru (affaire tranchée en août 1993)

2. Affaire du différend territorial (*Jamahiriya arabe libyenne* c. *Tchad*), *C.I.J. Recueil 1994*, p. 6 – conseil de la Libye

3. Affaire relative au Timor oriental (*Portugal* c. *Australie*), *C.I.J. Recueil 1995*, p. 90 – conseil de l’Australie

4. Affaire de l’incident du 3 juillet 1988 (*République islamique d’Iran* c. *États-Unis d’Amérique*) – conseil de l’Iran (désistement par accord des parties; arrangement amiable conclu en 1996, voir *C.I.J. Recueil 1996*, p. 9)

5. Demande d’examen de la situation présentée dans l’affaire des essais nucléaires (*Nouvelle-Zélande* c. *France*), *C.I.J Recueil 1995*, p 288 – conseil des États insulaires du Pacifique souhaitant être entendus (Samoa, Îles Salomon, États fédérés de Micronésie et Îles Marshall)

6. Licéité de l’utilisation des armes nucléaires par un État dans un conflit armé, avis consultatif, *C.I.J. Recueil 1996*, p. 66 – conseil des Îles Salomon

7. Licéité de la menace ou de l’emploi d’armes nucléaires, avis consultatif, *C.I.J. Recueil 1996*, p. 226 – conseil des Îles Salomon

8. Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria, mesures conservatoires, *C.I.J. Recueil 1996*, p. 13; *C.I.J. Recueil 1998*, p. 275; *C.I.J. Recueil 2002*, p. 303 – conseil du Nigéria

9. Affaire des plateformes pétrolières (*République islamique d’Iran* c. *États-Unis d’Amérique*), *C.I.J Recueil 1996*, p. 803 – conseil principal de l’Iran

10. Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie), *C.I.J Recueil 1997*, p. 7 – conseil principal de la Hongrie

11. Souveraineté sur Pulau Sipidan and Pulau Ligitan (*Malaisie* c. *Indonésie*), *C.I.J. Recueil 2002*, p. 625 – conseil principal de la Malaisie

12. Affaire relative à l’application de la Convention pour la prévention et la répression du génocide (*Croatie* c. *Serbie*) – conseil principal de la Croatie

13. Certains biens (*Liechtenstein* c. *Allemagne*), *C.I.J Recueil 2006*, p 6 – conseil principal du Liechtenstein

14. Affaire relative à la souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie/Singapour), arrêt du 23 mai 2008 – conseil principal de la Malaisie

15. Conséquences juridiques de l’édification d’un mur dans le Territoire palestinien occupé, avis consultatif, *C.I.J. Recueil 2004*, p. 136 – conseil de la Palestine

16. Affaire de la délimitation maritime en mer Noire (*Roumanie* c. *Ukraine*), arrêt du 3 février 2009, *C.I.J Recueil 2009* – conseil principal de la Roumanie

17. Différend relatif à des droits de navigation et des droits connexes (*Costa Rica* c. *Nicaragua*), arrêt du 13 juillet 2009 – conseil principal du Costa Rica

18. Différend territorial et maritime (*Nicaragua* c. *Colombie*) (Fond) – conseil principal de la Colombie

19. Épandages aériens d’herbicides (*Équateur* c. *Colombie*) – conseil principal de la Colombie

20. Application de la convention internationale sur l’élimination de toutes les formes de discrimination raciale (*Géorgie* c. *Fédération de Russie*) – conseil principal de la Géorgie

21. Différend maritime (*Pérou* c. *Chili*) – conseil principal du Chili

22. Avis consultatif (Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo) – conseil principal du Royaume-Uni

23. *Ex-République yougoslave de Macédoine* c. *Grèce* – conseil principal de la Grèce

24. Chasse à la baleine dans l'Antarctique (*Australie* c. *Japon*) – conseil de l'Australie

25. Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (*Costa Rica* c. *Nicaragua*) – conseil principal du Costa Rica

26. Demande en interprétation de l'arrêt du 15 juin 1962 en l'affaire du Temple de Préah Vihéar (*Cambodge* c. *Thaïlande*) – coconseil de la Thaïlande

27. Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (*Nicaragua* c. *Costa Rica*) – conseil principal du Costa Rica

28. Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (*Timor-Leste* c. *Australie*) – conseil de l'Australie

Devant d'autres juridictions internationales

1. *Islamic Republic of Iran* v. *United States of America*, affaires n° A15(IV) et A24 Award No. 590-A15(IV)/A24-FT, 28 décembre 1998) 34 Iran-US CTR 105, Tribunal des différends irano-américains – conseil de la République islamique d'Iran

2. *Le Procureur* c. *Blaškić* (objection à l'injonction de produire des documents rendue par la Chambre de première instance II), Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (1997), 110 ILR 606, en appel, ibid. 668) – représentant du Bureau du Procureur

3. *Tradex Hellas SA* v. *Albania* (1996, 1999) 5 ICSID Reports 43, Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements – conseil principal de l'Albanie

4. Affaire du thon à nageoire bleue (*Australie et Nouvelle-Zélande* c. *Japon*), ordonnance portant prescription de mesures conservatoires, Tribunal international du droit de la mer, 26 août 1999, 38 ILM 1624 (1999), 117 ILR 148; annex VII arbitration, Washington, May 2000, 119 ILR 508 – conseil principal de l'Australie

5. *Islamic Republic of Iran* v. *United States of America*, affaire n° A30, Tribunal des différends irano-américains (en instance) – conseil de la République islamique d'Iran

6. Commission du tracé de la frontière entre l'Érythrée et l'Éthiopie, 41 ILM 1057 – conseil de l'Érythrée

7. Commission des demandes d'indemnisation (Éthiopie/Érythrée), 42 ILM 1027, 1056, 45 ILM 621 – conseil de l'Érythrée

8. Affaire du Volga (*Russie* c. *Australie*) (prompte mainlevée), Tribunal international du droit de la mer, 42 ILM 159

9. Affaire relative aux travaux de poldérisation par Singapour à l'intérieur et à proximité du détroit de Johor (demande de mesures conservatoires), 126 ILR 487, Tribunal international du droit de la mer, 2003 – conseil principal de la Malaisie

10. *Barbados* v. *Trinidad and Tobago*, Tribunal arbitral constitué conformément à l'annexe VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (2006), 45 ILM 798 – conseil principal de la Trinité-et-Tobago

11. Différend relatif au barrage de Baglihar (*Pakistan* c. *Inde*) (soumis à la médiation d'un expert nommé dans le cadre du Traité des eaux de l'Indus) – conseil principal du Pakistan

12. Arbitrage Abyei (Le Gouvernement du Soudan/le Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan), Cour permanente d'arbitrage – conseil principal du Soudan

13. *Bangladesh* c. *Myanmar*, Tribunal international du droit de la mer, arrêt du 14 mars 2012 – conseil principal du Bangladesh

14. *Bangladesh* v. *India*, Tribunal arbitral constitué conformément à l'annexe VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer – conseil principal du Bangladesh

15. Différend relatif au barrage de Kishenganga (*Pakistan* c. *Inde*) (affaire portée devant une cour d'arbitrage créée dans le cadre du Traité des eaux de l'Indus) – conseil principal du Pakistan

16. États-Unis – Definitive Anti-Dumping and Countervailing Duties on Certain Products from China (AB-2010-3/DS 379/AB-R, 11 mars 2011) – conseil de la Chine

17. Malaisie/Singapour (transfert de certains terrains longeant la ligne ferroviaire) – conseil principal de la Malaisie

18. *Mauritius* v. *United Kingdom* (différend relatif à une zone maritime protégée autour de l'archipel des Chagos – conseil de Maurice

19. Croatie/Slovénie (frontières terrestre et maritime) – conseil principal de la Croatie

20. *Timor-Leste* c. *Australie* – conseil principal de l'Australie

21. *Danemark (au nom des îles Féroé)* c. *Union européenne* – conseil principal des îles Féroé

Conseil du plaignant ou du défendeur dans quelque 40 arbitrages, notamment devant la Chambre de commerce internationale, la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) et l'Accord de libre-échange nord-américain (NAFTA)

Expérience en tant que juge/arbitre

Juge, Tribunal administratif de l'Organisation de coopération et de développement économiques (depuis 1993)

Dabhol Power Company v. *State of Maharashtra* (arbitrage ad hoc régi par le règlement de la CNUDCI, 1995) (décision provisoire concernant la compétence et l'arbitrabilité, 7 février 1996; affaire ultérieurement tranchée par un jugement d'expédient) – Président du Tribunal

Larsen v. *Hawaiian Kingdom* (arbitre président; arbitrage ad hoc sous les auspices de la Cour permanente d'arbitrage, décision, février 2001), 119 ILR 566

Newfoundland/Nova Scotia, arbitrage relatif aux frontières maritimes (membre du Tribunal, nommé par le Gouvernement canadien), première phase, Fredericton, décision du 17 mai 2001, 128 ILR 453; deuxième phase, décision du 26 mars 2002, 128 ILR 504

Compañía de Aguas del Aconquija S.A. and Vivendi Universal S.A. v. *Argentine Republic* (Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, affaire n° ARB/97/3), décision du 3 juillet 2002, 41 ILM 1037, 125 ILR 43, 6 *ICSID Reports 330*, 340 (membre du comité ad hoc)

Mondev International Ltd. v. *United States of America* (Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, affaire n° ARB(AF)/99/2, décision du 11 octobre 2002, 42 ILM 85; 125 ILR 98, 6 *ICSID Reports 192* (membre du Tribunal)

Waste Management, Inc. v. *United Mexican States* (Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, affaire n° ARB(AF)/00/3) (Président), décision relative à l'exception préliminaire, 24 juillet 2002; 41 ILM 1315, 6 *ICSID Reports 549*; décision, 30 April 2004, 11 *ICSID Reports 361* (Président du Tribunal)

Yaung Chi Oo Trading Pte Ltd. v. *Government of Myanmar* (ASEAN, affaire n° ARB 01/1, membre du Tribunal), décision définitive, 31 mars 2003, 42 ILM 540 (membre du Tribunal)

Affaire de l'usine MOX (*Irlande* c. *Royaume-Uni*), arbitrage conduit conformément à l'annexe VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, 42 ILM 1118, 126 ILR 310 (arbitre désigné par l'Irlande)

SGS Société Générale de Surveillance SA v. *Republic of the Philippines* (Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, affaire n° ARB/02/6), décision relative à la compétence et à la recevabilité, 29 janvier 2004, 8 *ICSID Reports 515*; 129 ILR 444 (membre du Tribunal)

Jacobs Gibb Limited v. *The Hashemite Kingdom of Jordan* (Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, affaire n° ARB/02/12) (arbitre nommé par les parties; affaire réglée)

EnCana Corporation v. *Government of the Republic of Ecuador* (2006) 12 *ICSID Reports 400* (Président du Tribunal)

ZG Specialty Insurance Co. v. *Sovereign Risk Insurance Ltd.* (arbitrage mené sous les auspices de la American Arbitration Association) (membre du Tribunal; affaire réglée)

Republic of Armenia v. *Helennic Telecommunications Organization SA* (arbitrage mené sous les auspices de la Chambre de commerce internationale, 10905/ACS/FM) (membre du Tribunal; affaire réglée)

Channel Tunnel Group Ltd. & Another v. *Secretary of State for Transport & Another* (Président du Tribunal), décision partielle du 30 janvier 2007, 132 ILR 1

Tembec Inc. v. *United States of America* (arbitrage mené sous le régime du chapitre 11 de l'ALENA) (membre du Tribunal siégeant en chambre plénière)

MTD Equity Sdn Bhd v. *Republic of Chile* (Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, affaire n^o ARB/01/07) (membre du comité en annulation) (décision du 21 mars 2007)

CMS Gas Transmission Co v. *Argentine Republic* (Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, affaire n^o ARB/01/08) (membre du comité en annulation) (décision du 25 septembre 2007)

Asian Village Antigua Limited v. *Government of Antigua and Barbuda* (arbitrage conduit par la London Court of International Arbitration conformément au règlement de la CNUDCI) (unique arbitre), décision du 28 septembre 2007

Chemtura Corporation v. *Government of Canada* (arbitrage mené en application du chapitre 11 de l'ALENA, membre du Tribunal, décision du 2 août 2010)

Trans-Global Petroleum Inc. v. *Hashemite Kingdom of Jordan* (Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, membre du Tribunal; affaire réglée)

Liman Caspian Oil BV and NCL Dutch Investment BV v. *Republic of Kazakhstan* (Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, affaire n^o ARB/07/14, membre du Tribunal, décision du 23 juin 2010)

Railroad Development Corporation v. *Republic of Guatemala* (Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, affaire n^o ARB/07/23, membre du Tribunal, décision de mai 2012)

FTR Holding S.A., Philip Morris Products S.A. and Abal Hermanos S.A. v. *Oriental Republic of Uruguay* (Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, affaire n^o ARB/10/07, membre du Tribunal, affaire en instance)

U.S. Steel Global Holdings BV v. *Republic of Slovakia* (arbitrage régi par le règlement de la CNUDCI, membre du Tribunal, affaire en instance)

Témoin expert devant des juridictions nationales

1. *Trade Practices Commission* v. *Australia Meat Holdings Pty Ltd.* (1988) 83, *Australian Law Reports* 299 (Tribunal fédéral australien, Wilcox J)

2. *Schexnider* v. *McDermott International Inc.* (DC, La (WD), 1988, Civil Action No. 81-2358) (déposition à charge à l'audience)

3. *Simoneaux* v. *McDermott International Inc.* (SC, La, 1989) (déposition à charge hors audience)

4. *Propend Pty Ltd.* v. *Singh & Commissioner for the Australian Federal Police* (Haute Cour du Royaume-Uni, Laws J, 1996, CA, 1997, demande d'autorisation d'interjeter appel devant la Chambre des Lords rejetée) (déposition à décharge à l'audience), 111 ILR 611

5. Témoin expert et conseiller du Ministère de la justice canadien, renvoi relatif à la succession du Québec (Cour suprême du Canada), 115 ILR 536

6. *Citoma Trading Ltd.* v. *Federative Republic of Brazil*, Cour d'appel, recours formé contre *JH Rayner (Mincing Lane) Ltd. & others* v. *Cafenorte SA Importadora & others* [1999] 1 All ER (Comm) 120

7. Témoin expert pour le compte du Ministère de la justice canadien, *Democracy Watch and another* v. *Attorney-General of Canada* (Cour supérieure de justice de l'Ontario, dossier n° 01-CV-211576)

8. Témoin expert pour le compte du Ministère de la justice canadien, *Council of Canadians and another* v. *Attorney-General of Canada* (Cour supérieure de justice de l'Ontario, dossier n° 01-CV-208141), republié dans (2005) 2(5) *Transnational Dispute Management*

9. Témoin expert pour le compte de Talisman Energy Inc., *Presbyterian Church of Sudan & others* v. *Talisman Energy, Inc. & Republic of Sudan*, 244 F Supp 289 (DNY, 19 mars 2003), 582 F 3d 244 (2e cour, 2 octobre 2009), saisine de la Cour suprême (juin 2010)

10. Avis d'expert (avec Alan Boyle) dans Scotland analysis: Devolution and the implications of Scottish independence (Cm 8554, février 2013), p. 63 à 108

A en outre établi des rapports d'expert sur des questions de droit international dans le cadre de nombreux arbitrages.

Conseil devant des juridictions nationales

R v. *Lyons and others*, [2002] 4 All ER 1028 (HL) (conseil des appelants)

R (Al Jeddah) v. *Secretary of State for Defence*, [2007] UKHL 58 (conseil principal des demandeurs, Liberty & Justice)

The Republic of Croatia v. *The Republic of Serbia*, [2009] EWHC 1559 (Ch) (conseil principal de la Croatie)

Autres activités professionnelles

Conseiller juridique du Prince héritier de Jordanie dans le cadre du traité de paix israélo-jordanien (accords de Wadi Araba), 26 octobre 1994 (1995) 34 ILM 43

Engagé par la Shipping Conference Services pour conseiller les sociétés de transport sur l'application de la législation australienne dans le cadre de conférences commerciales (1988-1993, 1996, 2000, 2004)

Publications

The Creation of States in International Law (Oxford, Clarendon Press, 1979), p. i à xxviii et 1 à 498

The Rights of Peoples (dir. publ.) (Clarendon Press, Oxford, 1988; format de poche, 1992) p. i à x et 1 à 236

The Law of the Sea in the Asia Pacific Region (dir.publ., avec D.R. Rothwell) (Nijhoff, Dordrecht, 1995) p. ix et 282

The Future of UN Human Rights Treaty Monitoring (Cambridge, Cambridge University Press, 2000), p. i à xxx et 1 à 530 (dir. publ., avec Philip Alston)

The International Law Commission's Articles on State Responsibility: Introduction, Text and Commentaries (Cambridge, Cambridge University Press, 2002), p. xxviii et 384; également publié en français sous le titre *Les articles de la C.D.I. sur la responsabilité de l'État : Introduction, texte et commentaires* (Pedone, Paris, 2003), p. xvi et 461; et en espagnol sous le titre *Los artículos de la Comisión de Derecho Internacional sobre la Responsibilidad Internacional del Estado: Introducción, texto y commentarios* (Dykinson, Madrid, 2004), 461 pages

International Law as an Open System: Selected Essays (Cameron & May, Londres, 2002) p. 1 à 607

Australian Courts of Law (4th ed.), avec Brian Opeskin, (Oxford University Press, Melbourne, 2004), p. xii et 1 à 308

Foreign Investment Disputes. Cases, Materials and Commentary (avec R. Doak Bishop et W. Michael Reisman) (Kluwer Law International, La Haye, 2005), p. lv et 1653

Rights in One Country: Hong Kong and China (University of Hong Kong, 2005) (p. 1 à xviii et 1 à 42)

The Creation of States in International Law (2nd ed., Oxford, Oxford University Press, 2006), p. i à lxii et 1 à 870

The Law of International Responsibility (edited with A. Pellet & S. Olleson) (Oxford, Oxford University Press, 2010), p. i à lxv et 1 à 1296

The Cambridge Companion to International Law (dir. publ., avec M. Koskenniemi) (Cambridge, Cambridge University Press, janvier 2012) p. xii et 471

Brownlie's Principles of Public International Law (di. publ.) (8th ed., Oxford University Press, septembre 2012) p. lxxx et 803

State Responsibility: The General Part (Cambridge, Cambridge University Press, 2013), p. lxiv et 831

Chance, Order, Change: The Course of International Law (Académie de droit international de La Haye, *Recueil des cours*, vol. 365 (2013), p. 9 à 381)

Direction de publications

Directeur de publication, *Adelaide Law Review*, vol. 3, nº 3 (1969); vol. 5, nº 2 à 4 (1974-1976); vol. 6, nº 1 à 3 (1977-1978)

Codirecteur de publication, « The Aborigine in Comparative Law », (1987) 2 in *Law and Anthropology* (Autriche), p. I à viii et 1 à 457

Directeur consultant, Japanese Study Group (Y. Onuma and others) on Grotius, De Iure Belli ac Pacis: publié sous le titre Y Onuma, « A Normative Approach to War: Peace, War, and Justice » in *Hugo Grotius* (Oxford, Clarendon Press, 1993), p. xvii et 421

Directeur de publication, Association de droit international, Report of the 64th Biennial Conference, Queensland, 19-25 août 1990 (ADI, Londres, 1991)

Codirecteur de publication, Association de droit international, *Report of the 65th Biennial Conference*, Le Caire, 21-26 avril 1992 (ADI, Le Caire, 1993)

Codirecteur de publication, Association de droit international, *Report of the 67th Biennial Conference*, Helsinki, 11-18 août 1996 (ADI, Londres, 1997)

Directeur de publication, *British Yearbook of International Law* (1994-1999); Directeur principal (2000-présent)

Codirecteur de publication, *Cambridge Studies in International and Comparative Law* (1996-présent; 94 volumes publiés)

Membre du comité de publication, *World Trade Review* (2002-2005)

Membre du comité de publication, *American Journal of International Law* (2004-présent)

Codirecteur de publication, *ICSID Reports* (2002-présent)

Rapports officiels

1. ALRC 24, Foreign State Immunity (Australian Government Publishing Service, Canberra, 1984), p.i à xxiv et 1 à 168 (Commissioner in Charge). Pour le résumé des recommandations et du projet de loi annexé au rapport, voir 23 ILM 1398. Le projet de loi a été adopté (*Foreign States Immunities Act 1985* (Cth), 25 ILM 715)

2. ALRC 31, *The Recognition of Aboriginal Customary Laws* (Australian Government Publishing Service, Canberra, 1986), Résumé, p. i à xvii, 1-104; vol. I, p. i à xxxix et 1 à 507; vol. II, p. i à xvi et 1 à 415 (Commissioner in Charge)

3. ALRC 33, Civil Admiralty Jurisdiction (Australian Government Publishing Service, Canberra, 1986) (Commissioner in Charge), p. i à xxi et 1 à 393. Le projet de loi a été adopté [*Admiralty Act 1988* (Cth); Admiralty Rules 1988 (Cth)]

4. Constitutional Commission, Australian Judicial System Advisory Committee, Report (Australian Government Publishing Service, Canberra, 1987) (membre)

5. ALRC 48, Criminal Admiralty Jurisdiction and Prize (Australian Government Publishing Service, Canberra, 1990) (Commissioner in Charge), p. i à xvi et 1 à 210

Représentation du Gouvernement australien

1. Membre de la délégation australienne à la conférence générale de l'UNESCO (Sofia, octobre 1985). Voir UNESCO General Conference, Report of the Australian Delegation (Australian Government Publishing Service, Canberra, 1986), 36

2. Chef de la délégation d'observateurs australienne, Comité consultatif juridique afro-asiatique (Bangkok, janvier 1987)

3. Conseiller à la délégation australienne à la Sixième Commission de l'Assemblée générale (quarante-troisième session, 1988; quarante-quatrième

session, 1989; quarante-cinquième session, 1990; quarante-sixième session, 1991)

4. Membre de la Commission du droit international (1992-2001) :

- Chargé d'établir le rapport du groupe de travail (ILC Yearbook 1992, vol. II, part 2, p. 58 à 80), le projet de statut (1993) de la Cour pénale internationale, ILC Yearbook 1993, vol. II, part 2, p. 100 à 132 (Président) et le projet final, *Yearbook of the International Law Commission 1994*, vol. II, part 2, p. 26 à 74; texte reproduit dans A. Watts, *The International Law Commission* 1949-1998, vol. II : *The Treaties* (Oxford, Oxford University Press, 2000), p. 1454 à 1552

- Chargé d'établir le rapport sur les méthodes de travail de la Commission (*ILC Report 1996*, annex 1)

- Rapporteur spécial sur la responsabilité des États (1997-2001) :

  - Premier rapport sur la responsabilité des États (A/CN.4/490 et Add.1 à 5, 1998), *ILC Yearbook 1998*, vol. II, part 1, p. 1 à 80

  - Deuxième rapport sur la responsabilité des États (A/CN.4/498 et Add.1 à 4, 1999), *ILC Yearbook 1999*, vol. II, part 1, p. 3 à 100

  - Troisième rapport sur la responsabilité des États (A/CN.4/507 et Add.1 à 4, 2000), *ILC Yearbook 2000*, vol. II, part 1, p. 3 à 111

  - Quatrième rapport sur la responsabilité des États (A/CN.4/517 et Add.1, 2001), *ILC Yearbook 2001*, vol. II, part 1, p. 3 à 31

Les articles sur la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite ont été adoptés par la Commission du droit international le 14 août 2001 et figurant en annexe de la résolution 56/83, adoptée par l'Assemblée générale le 12 décembre 2001.

Principales conférences

Hersch Lauterpacht Memorial Lectures, Cambridge, janvier 1988

Ebsworth and Ebsworth Maritime Law Lecture, Sydney, août 1996

Bertha Wilson Distinguished Visiting Professor, faculté de droit de l'Université Dalhousie, janvier 1997

Académie de droit international de La Haye, « Multilateral Legal Rights and Obligations », août 1997

Synder Memorial Lecture, Université de l'Indiana, avril 2000

First James Crawford Biennial Lecture in International Law, Université d'Adelaide, septembre 2003

Hochelaga Lectures, faculté de droit de l'Université de Hong Kong, 2004

22nd Freshfield's Lecture on International Arbitration, Londres, décembre 2007

First Michael Kirby Lecture, Canberra, juin 2008

Josephine Onoh Memorial Lecture, faculté de droit de l'Université de Hull, 26 novembre 2008

Hudson Lecture, American Society of International Law, 30 mars 2012

Thirteenth Kenneth Bailey Memorial Lecture, faculté de droit de l'Université de Melbourne, 19 mars 2013

Février 2014

Sayeman Bula-Bula (République démocratique du Congo)

[Original : français]

Professeur ordinaire à l'Université de Kinshasa (1987-présent)

Ancien juge ad hoc à la Cour internationale de Justice (2000-2002)

Membre de la Cour permanente d'arbitrage (2001-2019)

Membre du Conseil du Fonds au profit des victimes (2012-2015)

Membre du comité de rédaction de l'*Annuaire africain de droit international* (2003-présent)

I. Statut personnel

Lieu et date de naissance : Ebonda (Congo), 31 août 1950

Nationalité : congolaise

Profession : professeur d'université

Autres activités professionnelles : expert-consultant de divers organismes gouvernementaux, non gouvernementaux et internationaux.

II. Formation universitaire

1986	Docteur en droit de l'Université de Louvain
1976	Licencié en droit de l'Université de Kinshasa
1973	Gradué en droit de l'Université de Kinshasa
	Titulaire de certificats divers.

III. Expérience professionnelle au niveau national

A. Autorité administrative

2002	Président de la Commission nationale de lutte contre la corruption (2002-2004)

B. Autorité académique

1995	Secrétaire général administratif de l'Université de Kinshasa (1995-1996)
1994	Vice-doyen de la faculté de droit de l'Université de Kinshasa (1994-1995).
1988	Secrétaire académique de la faculté de droit de l'Université de Kinshasa

C. Enseignant

1998	Professeur ordinaire, 1998 à ce jour
1992-1997	Professeur
1988-1992	Professeur associé
1976-1980	Assistant

D. Consultant

2009	Expert consultant au Ministère des hydrocarbures pour la définition de la limite extérieure du plateau continental
2008	Expert consultant du Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale
1998-2001	Consultant auprès du Ministère de l'énergie pour l'élaboration du protocole d'accord de collaboration scientifique entre la République démocratique du Congo d'une part, et les Universités de Miami et de Syracuse des États-Unis d'Amérique d'autre part, dans le cadre du projet géosciences dans les lacs Edward – Albert – Tanganyika (GEOLAT, 1998-2001), composante du programme International Decade for East African Lakes (IDEAL), 1993-2003 (juillet-août 1998)
1998	Consultant auprès du Ministère du développement de l'industrie pétrolière, chargé de l'étude du dossier de délimitation des frontières maritimes de la République démocratique du Congo (juillet 1998)
1989	Expert agréé par la Banque mondiale, pour le troisième projet Eau, Zaïre – Banque mondiale, crédit 1939, ZR, Offre pour l'élaboration d'un code de l'eau au Zaïre (1989-1994)

IV. Expérience professionnelle au niveau international

A. Expert international

2010	Professeur invité par le Tribunal international du droit de la mer pour la conférence sur « Actualité du droit de la mer dans les États de la côte Atlantique d'Afrique », Hambourg (République fédérale d'Allemagne) (2 septembre 2010)
	Participant à la Journée d'études Berman « Colonialisme et droit international, passions, ambivalence et nationalisme », Université de Paris 1, Panthéon-Sorbonne (25 mars 2010)
2003-présent	Membre du panel pour l'arbitrage des litiges relatifs aux ressources naturelles et à l'environnement de la Cour permanente d'arbitrage
2001-présent	Membre de la Cour permanente d'arbitrage (La Haye)

2001-présent	Membre du Tribunal arbitral spécial pour la pêche maritime
2000-2002	Juge ad hoc à la Cour internationale de Justice dans l'*Affaire du mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (République démocratique du Congo* c. *Belgique*
1999	Membre du Tribunal arbitral spécial pour la protection et de la préservation du milieu marin agréé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement pour l'arbitrage spécial (depuis le 20 janvier 1999)
1997-1998	Coordonnateur (niveau L.4) du projet de « promotion de l'État de droit » du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme en République d'Haïti
1996	Coordonnateur du projet de chaire de droits de l'homme et du droit international humanitaire du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme à l'Académie militaire de Bujumbura
	Animateur du Séminaire de droit international humanitaire destiné aux officiers des Nations Unies organisé par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme (Genève,27 juillet-3 août 1996)
	Animateur du séminaire de droit international humanitaire organisé par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme à l'intention du Haut Commandement des forces armées du Togo (Lomé, 20-27 octobre 1996)

B. Membre de sociétés scientifiques

2007	Membre du Conseil scientifique national de la République démocratique du Congo
2002-présent	Membre du Comité de rédaction de *l'Annuaire africain de droit international* (La Haye), *African Yearbook of International Law*
1993-2000	Membre de la Société africaine de droit international et comparé (Londres)
	Membre cofondateur du réseau francophone « Droit de l'environnement » (Montréal, 1992-présent)

C. Membre d'autres associations

2003-présent	Membre de la Wilton Park International Association (Londres)

D. Activités diplomatiques multilatérales

2009	Membre de la délégation de la COHYDRO (République démocratique du Congo) à Yaoundé en vue de la délimitation de la limite extérieure du plateau continental (Yaoundé, 10-16 janvier 2009)

2008	Intervenant de la délégation de la République démocratique du Congo à l'issue du rapport du président de la Cour internationale de Justice devant l'Assemblée générale des Nations Unies (New York, 30 octobre 2008)
2008	Chef de la délégation de la République démocratique du Congo à la dix-huitième réunion des États parties à la convention des Nations Unies sur le droit de la mer (New York, 13-20 juin 2008)
	Membre de la délégation de la République démocratique du Congo au Sommet de l'Union africaine à Charm El-Cheikh (Égypte) (25-30 juin 2008)
2008	Participant à la Conférence des Nations Unies sur la pêche en haute mer (New York, 16-20 mars 2008)
	Délégué de la République démocratique du Congo à la septième série des consultations officieuses des États parties à l'accord aux fins de l'application des dispositions de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà des zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs (New York, 11 et 12 mars 2008)
2007	Expert invité à la réunion tenue par l'Union africaine sur le projet de création des États-Unis d'Afrique (Tripoli, 20 et 21 juin 2007)
1998	Délégué de la République démocratique du Congo au trente-quatrième Sommet de l'OUA, où a été adopté le protocole additionnel à la charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif à la création de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, (Ouagadougou, 2-10 juin 1998)
1998	Animateur principal au Séminaire conjoint OUA/CICR/ONU/UE consacré au thème « Les conflits anarchiques » et organisé à l'intention des représentants permanents auprès du Conseil de sécurité de l'ONU et auprès de l'OUA (Addis-Abeba, 30 et 31 mars 1998)

E. Activités scientifiques internationales

2014	Animateur de l'atelier de validation du projet de document sur la création du fonds d'assistance judiciaire de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (Arusha, 16 et 17 juin 2014)
2013	Invité de la Cour permanente d'arbitrage au séminaire sur le cinquantenaire du Palais de la paix (11 octobre 2013)
	Participant à la Xe session du Conseil de direction du Fonds au profit des victimes (Cour pénale internationale, mars 2013)
2012	Membre de la délégation congolaise à la onzième réunion des États parties au Statut de la Cour pénale internationale (novembre 2012)

2009	Membre du jury de la thèse consacrée au thème « La gestion des forêts dans la perspective du développement durable », faculté de droit de l'Université de Louvain-la-Neuve (27 mars 2009)
	Invité de l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne à l'occasion de la présentation de l'ouvrage « La France dans le monde : puissance ou influence » (10 février 2009)
2007	Participant au symposium organisé par l'Université du Texas et l'Université de Californie à la Cour permanente d'arbitrage (La Haye) sur le thème « Multiple Parties, Multiple Problems » (10 et 11 mai 2007)
2006	Copromoteur du projet de coopération interuniversitaire UNIKIN-VLIR-UOS, avec le professeur Stefaan Smis, pour l'élaboration du premier recueil des traités conclus par le Congo (1960-1980) avec d'autres sujets de droit international
	Invité d'honneur à la septième Conférence des présidents de cours suprêmes du monde tenue à Lucknow (Inde) du 8 au 11 décembre 2006
2005	Invité d'honneur à la septième Conférence des présidents de cours suprêmes du monde tenue à Lucknow (Inde) du 9 au 13 décembre 2005
	Invité à la 784e Wilton Park Conference on Promoting Good Governance and Development in Conflict – Affected Countries : The Role of Parliament and Government, Winston House (juin 2005)
2003	Participant à la conférence du Foreign and Commonwealth Office (Wilton Park) sur les pays en situation d'après conflit (septembre 2003)
2001	Animateur de la conférence du Foreign Office (Wilton Park) sur la justice en Afrique (août 2001)
2000	Principal conférencier à la journée de réflexion du 28 octobre 2000 sur les perspectives de paix en Angola et en République démocratique du Congo, organisée par le Comité Afrique australe du Brussel Center of African Studies de l'Université Libre de Bruxelles et de la Vrije Universiteit Brussel
1999	Conférencier au quatrième symposium mondial relatif à la pensée de Mouammar Kadhafi (« Le livre vert ») sur la crise de la communauté internationale au seuil du XXIe siècle (Tripoli, 29 novembre-3 décembre 1999)
	Animateur de l'atelier régional sur le renforcement des capacités des sciences de la mer et la gestion rationnelle et durable des ressources côtières et marines (Angola, République démocratique du Congo et Côte d'Ivoire) (Kinshasa, 23-26 février 1999)

1998	Participant au colloque organisé sur le thème « L'intervention d'un média de paix étranger dans une zone de conflits : quelle légitimité? », Fondation Hirondelle, Cartigny (Genève, 3-5 juillet 1998)
1997	Animateur principal du panel sur l'état de droit en Afrique réuni au neuvième Congrès de la Société africaine de droit international et comparé, tenu sur le thème « Les techniques juridiques pour la mise en œuvre de l'état de droit en Afrique » (Abidjan, août 1997)
1995	Participant au septième Congrès de la Société africaine de droit international et comparé, tenu sur le thème « L'intégration régionale en Afrique comme solution aux problèmes économiques du continent » (Johannesburg, Afrique du Sud, août 1995)
	Participant à la réunion d'évaluation du projet « Droit de l'environnement », AUPELF-UREF (Louvain-la-Neuve, Belgique, septembre 1995)
1994	Animateur principal du séminaire-atelier sur les enfants et les conflits en Afrique centrale (Kinshasa, novembre 1994)
	Conférencier au sixième Congrès de la Société africaine de droit international et comparé sur le thème « L'OUA et l'Afrique de l'an 2000 : Règlements des conflits et protection des personnes déplacées » (Kampala, septembre 1994)
	Participant à la réunion d'évaluation du projet « Droit de l'environnement », AUPELF-UREF (Louvain-la-Neuve, Belgique, juin 1994)
1993	Conférencier au cinquième Congrès de la Société africaine de droit international et comparé consacré au thème « L'Afrique, l'OUA et le nouvel ordre mondial » (Accra, septembre 1993)
	Participant à la réunion d'évaluation du projet « Droit de l'environnement », AUPELF-UREF (Louvain-la-Neuve, Belgique, juin 1993)
1992	Animateur au cinquième Séminaire régional africain de droit international humanitaire organisé par le Comité international de la Croix-Rouge (Yaoundé, novembre 1992)
	Participant aux deuxièmes journées d'études francophones de l'AUPELF-UREF et à la création du réseau francophone « Droit de l'environnement » (Montréal, août- septembre 1992)
1991	Ambassadeur et membre du collectif de 10 personnalités congolaises chargées d'animer la campagne mondiale du Comité international de la Croix-Rouge pour la protection des victimes de la guerre (Kinshasa, novembre 1991)
1989	Animateur du deuxième séminaire régional d'Afrique centrale organisé par le Comité international de la Croix-Rouge sur le droit international humanitaire (Kinshasa, avril 1989)

1988	Animateur du premier séminaire régional d'Afrique centrale organisé par le Comité International de la Croix-Rouge sur le droit international humanitaire (Kinshasa, mars 1988)
1983	Participant à la conférence européenne organisée par la Commission européenne sur le thème « Le nouveau droit de la mer et l'environnement dans le contexte européen » (Bruxelles, janvier 1983)

V. Principales publications et travaux scientifiques

A. Droit de la mer et droit de l'environnement

2012	Perspectives de la délimitation du plateau continental sur la côte atlantique africaine, *L'observateur des Nations Unies*, vol. 33, 2012-2
1999	L'odyssée du droit de la mer dans les abysses, Liber Amicorum Mohammed Bedjaoui, The Hague, Kluwer Law International, 1999, p. 63 à 147
1996	Les institutions de gestion des forêts au Zaïre, colloque du réseau « Droit de l'environnement » à Limoges (France, novembre 1994), Droit, forêt et développement durable, Bruxelles, Bruylant, 1996, p. 293 à 306
	L'infortune du Comité de pêche du golfe de Guinée, « L'intégration régionale est-elle une solution aux problèmes économiques de l'Afrique? », actes du huitième Congrès de la Société africaine de droit international et comparé, 1996, p. 253 à 260
1992	Le nouveau droit de la mer dans le contexte économique du Zaïre, Bruxelles, Bruylant, 110 pages
1989	Les États sans littoral et le droit de la mer, conférence-débat, Université de Bangui (Bangui, 26 janvier 1989), 15 pages
1990	L'Europe de 1992 et ses implications sur la coopération euro-africaine en matière maritime, communication au Séminaire international sur l'Europe de 1992 et l'Afrique, Université de Kinshasa (Kinshasa, 5-8 novembre 1990), 27 pages
1988	Le nouveau droit de la mer au regard de l'Afrique, conférence-débat, Université de Kinshasa (Kinshasa, 17 mai 1988), 20 pages
	Les normes de la qualité des eaux en droit comparé, communication au premier symposium national sur les normes de la qualité des eaux, Comité national d'action de l'eau et de l'assainissement (Kinshasa, 9-14 mai 1988), 34 pages

B. Droit international de la paix, de la sécurité internationale et des droits de l'homme

2012	La réforme du Conseil de sécurité : une perspective africaine, *L'observateur des Nations Unies*, vol. 32, 2012-1, p.238 à 273
2010	Droit international humanitaire, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 2010, 404 pages
2009	Les élections à la Cour internationale de Justice du 6 novembre 2008 : la théorie et la pratique, *Revue de droit africain*, n° 49, 2009, p. 3 à 65
2007	Le projet des États-Unis d'Afrique : Utopie ou réalité?, conférence d'experts de Tripoli des 20 et 21 juin 2007
2006	Liber Amicorum Marcel Lihau (directeur scientifique), Kinshasa, Presses de l'Université de Kinshasa, Bruxelles, Bruylant, 2006, 523 pages
	Senegalese Jurisdiction versus Belgian Universal Jurisdiction, Judgment of November 25, 2005 of the Court of Appeals of Dakar concerning the lack of Jurisdiction in the Extradiction of Mr. Hissène Habré, Liber Amicorum Marcel Lihau, Kinshasa, Presses de l'Université de Kinshasa, Bruxelles, Bruylant, 2006, p. 319 à 334
	Esquisse sur le concept d'« État de droit », Liber Amicorum Marcel Lihau, Kinshasa, Presses de l'Université de Kinshasa, Bruxelles, Bruylant, 2006, p. 335 à 376
2005	L'arrêt du 25 novembre 2005 de la Cour d'appel de Dakar relatif à l'exception d'incompétence dans l'extradition de M. Hissène Habré, *Revue de droit africain* n°36, octobre 2005, p. 301 à 316
	Mise hors-la-loi ou mise en quarantaine des gouvernements anticonstitutionnels par l'Union africaine?, *African Yearbook of International Law*, vol. 11, 2003, p. 23 à 78
2004	Les immunités pénales et l'inviolabilité du Ministre des affaires étrangères en droit international. Principe – Caractère – Portée – Exceptions – Limites – Sanctions. (*Affaire du mandat du 11 avril 2000, République démocratique du Congo* c. *Royaume de Belgique, CIJ, arrêt du 14 février 2002*), Kinshasa, Presses de l'Université de Kinshasa, 2004, 186 pages
	L'accord de Pretoria du 31 juillet 2002 et le protocole de Luanda du 6 août 2002 relatifs au règlement du conflit armé contre la République démocratique du Congo, *Annales de la faculté de droit*, vol. XI-XXVII, 2004, p. 53 à 68
2002	Opinion individuelle jointe à l'arrêt du 14 février 2002 relative à l'affaire du mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (*République démocratique du Congo* c. *Royaume de Belgique*), *Cour internationale de Justice, Recueil*, 2002, p. 100 à 136

2000	Opinion dissidente jointe à l'ordonnance du 8 décembre 2000 relative à l'affaire du mandat d'arrêt du 11 avril 2000, (*République démocratique du Congo* c. *Royaume de Belgique*), *Cour internationale de Justice, Recueil 2000*, p. 218 à 228
	La seconde « onusation » du Congo, Perspectives de paix en Angola et en République démocratique du Congo, actes de la Journée de réflexion du 28 octobre 2000 organisée par le Comité Afrique australe, le Brussel Center of African Studies de l'Université Libre de Bruxelles et la Vrije Universiteit Brussel (non publié)
1999	La contribution de l'accord de Syrte du 18 avril 1999 au règlement des différends dans la région des Grands Lacs, actes du quatrième symposium mondial sur la pensée de Mouammar Kadhafi, « Le livre vert et la crise de la communauté internationale au seuil du XXIe siècle » (Tripoli, 29 novembre-3 décembre)
	Le droit international humanitaire, cours au séminaire du cinquantenaire de la déclaration universelle des droits de l'homme organisé par la faculté de droit de l'Université de Kinshasa et le Bureau du Haut-Commissariat de Nations Unies aux droits de l'homme au Congo, Droits de l'homme et droit international humanitaire, Kinshasa, Presses de l'Université de Kinshasa, 1999, p. 131 à 173
	L'accord de Syrte du 18 avril 1999 pour le règlement des différends dans les Grands Lacs – Note de lecture, *Revue africaine de droit international et comparé*, vol. 11, no 3 (octobre 1999), p. 418 à 436
	La Cour pénale internationale envisagée dans ses rapports avec le Conseil de sécurité des Nations Unies, l'Afrique et les enjeux de la mondialisation, African Society of International and Comparative Law, *Proceedings* 11 (1999), p. 321 à 333
	L'ambiguïté de l'humanité en droit international, leçon inaugurale à l'occasion de la rentrée académique 1998-1999 des universités officielles du Congo, Académie des Beaux-Arts, Kinshasa, 1999, 19 pages
	Universalisme et régionalisme en droits de l'homme et des peuples, actes des IVème Journées philosophiques de Kimwenza, faculté de philosophie Saint Pierre Canisius, Kinshasa, Édition Loyola, 2000, p. 73 à 82
1998	Ébauche de la notion de « conflit anarchique », mise en œuvre du droit international humanitaire dans le contexte des conflits dits anarchiques, actes du cinquième séminaire conjoints OUA-CICR à l'intention des ambassadeurs accrédités auprès de l'OUA élargi aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU et au Conseil de l'Europe, Addis-Abeba, New Conference Centre – CEA, lundi 30 et mardi 31 mars 1998, Oman, Vision Africa, 1998, p. 55 à 64
	The Uncertain Role of the « Civil Society » in the Resolution of an « Anarchic Conflict », ibid, p. 103 à 109

	Le « conflit anarchique » en question, *Revue de droit africain* (Bruxelles), n° 7 (juillet 1998), p. 232 à 242
	Le rôle incertain de la société civile dans le règlement des conflits internes, l'État de droit en Afrique à l'orée de l'an 2000. Quelles perspectives? Actes des premières journées juridiques africaines de Bruxelles, 25 et 26 septembre 1998, Katholiek Universiteit Brussel, Bruxelles, RDJA, 2000
1997	La doctrine d'ingérence humanitaire revisitée, *Revue africaine de droit international et comparé*, vol. IX, n° 3 (septembre 1997), p. 600 à 638
	Remarques liminaires sur l'acte constitutionnel. Haïti : La constitution de 1987 et les droits de l'homme, actes du colloque international (MICIVIH-PNUD) tenu à Port-au-Prince les 28 et 29 avril 1997, édités par la Mission civile internationale en Haïti, OEA/ONU, 1998, p. 29 à 32
1995	Le parapluie humanitaire de l'enfant, *Revue interdisciplinaire des droits de l'homme*, vol. I, n° 1, 1995, p. 5 à 23
1994	Faut-il instituer un mécanisme juridictionnel africain de règlement des différends? African Society of International and Comparative Law, *Proceedings* 6 (1994), p. 21 à 55
	L'idée d'ingérence à la lumière du nouvel ordre mondial, *Revue africaine de droit international et comparé*, vol. VI, n°1, 1994, p. 14 à 44
1993	L'ordre juridique à l'épreuve des réalités, *Revue africaine de droit international et comparé*, vol. V, n° 1, 1993, p. 67 à 83

VI. Principaux enseignements au Congo et à l'étranger

2010	Actualité du droit de la mer sur la côte Atlantique africaine, cours au Tribunal international du droit de la mer, Hambourg (Allemagne), septembre 2010
2000	Cours de droit international public, Vrije Universiteit Brussel, octobre 2000
1990-1993	Cours de droits de l'homme, facultés catholiques de Kinshasa, 1990-1993
1987-2010	Cours de droit international humanitaire, faculté de droit de l'Université de Kinshasa
	Cours de droit de la mer, faculté de droit de l'Université de Kinshasa
1988-1990	Cours de droit de la mer, faculté de droit et des sciences économiques de l'Université de Bangui

VII. Distinctions honorifiques

2007	Acknowledgement of the active participation and valuable contribution at the Eigth International Conference of the Chief Justices of the World, Lucknow, India, 7-12 December 2006
2005	Acknowledgement of the active participation and valuable contribution at the Sixth International Conference of the Chief Justices of the World, Lucknow, India, 9-13 December 2005
	Diplôme d'honneur de « formateur pacifiste » décerné par le Réseau congolais pour la promotion et la défense des droits humains et des libertés académiques
1999	Certificat de « meilleur africaniste » décerné par le Club des africanistes de l'Université de Kinshasa

Patrick Lipton Robinson (Jamaïque)

[Original : anglais]

Introduction

Le Juge Robinson a acquis une vaste expérience en droit international, y compris en ce qui concerne le droit des traités (notamment l'interprétation des traités et la succession d'États en matière de traités), le droit international des droits de l'homme, le droit pénal international (y compris l'extradition et l'entraide juridique), le droit international humanitaire, les privilèges et immunités, le droit de la mer (y compris la délimitation des frontières maritimes), la protection de l'environnement, la bioéthique internationale, la propriété intellectuelle, la promotion et la protection des investissements, le commerce international, les commissions vérité et justice et l'arbitrage international. Il ne fait aucun doute que son expérience professionnelle et ses qualifications universitaires en font un candidat hautement qualifié pour le poste de juge à la Cour pénale internationale et lui permettront de contribuer très utilement aux travaux de celle-ci.

Éducation

Bourse d'études Government Code, Jamaica College (1953); représentant de la Jamaïque au dixième forum annuel de la jeunesse organisé à New York (1959); licence en anglais, latin et économie du University College of the West Indies de Londres (1964); licence en droit de l'Université de Londres (1968); avocat (Middle Temple, Londres) (1968); Académie de droit international de La Haye (1970); maîtrise en droit international (droit de la mer, droit aérien, droit des traités et droit des conflits armés), Kings College, Université de Londres (1972).

Distinctions honorifiques

2011	Membre honoraire de l'American Society of International Law
2010	Recteur de l'International University of the Caribbean
2010	Doctorat honoraire en service public décerné par le Christian Theological Seminary d'Indianapolis.
2009	Fait membre de l'Ordre de Jamaïque par le Gouvernement jamaïcain, pour sa contribution dans le domaine du droit et des relations internationales
2009	Lauréat du Carlton Alexander Award for Excellence, décerné par la Jamaica College Old Boys Association
2005	Doctorat en droit honoraire décerné par l'Université des Indes occidentales, pour services rendus dans le domaine du droit et des relations internationales
2003	Récompensé par l'American Foundation for the University of the West Indies pour « services exceptionnels rendus à la région des Caraïbes »
2001	Récompensé par la Grange Hill School Alumni Association (section de New York) pour services rendus à la Jamaïque

2000	Prix Pélican décerné par l'Université des Indes occidentales (Guild of Graduates), pour services rendus à la Jamaïque dans le domaine du droit international
1986	Fait Commandeur de l'Ordre de la Distinction par le Gouvernement jamaïcain, pour services rendus dans le domaine du droit international

Associations professionnelles

M. Robinson est membre honoraire de l'American Society of International Law et membre du British Institute of International and Comparative Law.

Travaux d'instances internationales

Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie

Président du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie de 2008 à 2011; juge du Tribunal depuis novembre 1998; ancien Président de la Chambre de première instance III (saisie de l'affaire *Milošević*); membre du Bureau du Tribunal; membre de la Chambre d'appel dans plusieurs affaires antérieures à 2008; actuellement membre de la Chambre d'appel conjointe du Tribunal et du Tribunal pénal international pour le Rwanda.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

1999-2006	Conseiller principal chargé d'examiner les articles publiés dans le recueil sur les accords internationaux d'investissement et les instruments connexes
2006-2008	Membre du comité d'examen des articles publiés dans le recueil sur les politiques internationales d'investissement au service du développement

Comité international de bioéthique

2002-2005	Vice-Président du Comité international de bioéthique de l'UNESCO
1996-2005	Membre du Comité international de bioéthique; membre du comité de rédaction de la Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme
	Président du groupe de travail sur l'éthique, la propriété intellectuelle et la génomique; Coprésident de l'équipe chargée d'élaborer un instrument international relatif aux données génétiques
	Membre de l'équipe de rédaction de la Déclaration universelle sur la bioéthique

Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

Ancien membre de l'Académie de l'OMPI

March 2000	Coordonnateur de la session organisée par l'Académie à l'intention des pays anglophones d'Asie

Commission du droit international

1991-1996 Membre de la Commission du droit international; membre du groupe de travail chargé de rédiger le Statut de la Cour pénale internationale et les articles sur la responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international; membre du comité de rédaction du projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité.

Commission interaméricaine des droits de l'homme

Membre de la Commission interaméricaine des droits de l'homme de 1997 à 1995; Président de la Commission en 1991; rapporteur pour :

a) La rédaction d'un instrument juridique sur les droits des peuples autochtones; en 1995, a présenté un projet d'instrument à l'Organisation des États américains et aux représentants des peuples autochtones, pour examen;

b) Les États-Unis, le Canada, Haïti, la Grenade et la Trinité-et-Tobago.

Commission nationale de vérité et de justice (Haïti)

Nommé comme membre international de la Commission en 1995, à l'issue de consultations entre le Gouvernement haïtien, l'ONU et l'Organisation des États américains. L'objet de la Commission était d'établir la vérité sur les plus graves violations des droits de l'homme commises sous le régime militaire de facto qui a dirigé le pays de 1991 à 1994. M. Robinson avait de nombreuses fonctions au sein de la Commission, mais était tout particulièrement chargé de rédiger un projet de chapitre sur le viol et les délits sexuels commis à l'encontre des femmes et constituant des actes de torture et des crimes contre l'humanité.

Parcours professionnel

Fonction publique jamaïcaine

Solicitor General adjoint au Ministère jamaïcain de la justice

M. Robinson est entré dans la fonction publique jamaïcaine en 1968. Il a été Conseiller de la Couronne au Bureau du Procureur général pendant trois ans et a passé le reste de sa carrière dans la fonction publique jamaïcaine au Ministère de la justice. Alors qu'il était au Bureau du Procureur général, il a instruit la première affaire d'extradition en Jamaïque indépendante et a représenté le Procureur général dans toutes les affaires d'extradition jusqu'en 1991. Dans le cadre de ses activités en tant que Conseiller de la Couronne au Bureau du Procureur général, il a notamment préparé des actes d'accusation et instruit une large gamme d'affaires concernant des infractions pénales, notamment des affaires d'homicide, de brigandage qualifié et de viol. Il a également représenté le Procureur général à la Cour d'appel, et a siégé dans l'instance la plus élevée de la Jamaïque, le Privy Council du Royaume-Uni. M. Robinson a également instruit des affaires devant des tribunaux militaires.

Délégations jamaïcaines chargées de négocier des traités

M. Robinson a dirigé plusieurs délégations jamaïcaines chargées de négocier des traités portant sur divers aspects du droit international, y compris les traités d'investissement bilatéraux, l'entraide judiciaire en matière pénale, l'extradition, la délimitation des frontières maritimes, le trafic d'armes et les privilèges et immunités.

Autres fonctions de conseil auprès du Gouvernement en matière de droit international

De 1972 à 1998, M. Robinson a rempli les fonctions de conseiller en matière de droit international et d'affaires internationales auprès du Ministère des affaires étrangères et d'autres ministères. Spécialiste du droit des traités, il a dirigé plusieurs délégations jamaïcaines chargées de négocier des traités portant sur divers secteurs du droit international, y compris l'extradition, la protection des investissements, l'environnement, la propriété intellectuelle, la délimitation maritime, les privilèges et immunités et l'entraide judiciaire en matière pénale.

M. Robinson a joué un rôle très actif à la Sixième Commission (commission chargée des affaires juridiques) de l'Assemblée générale des Nations Unies, où il a représenté la Jamaïque pendant 26 ans. Il a joué un rôle essentiel dans l'examen de plusieurs questions, y compris la succession d'États en matière de traités, la définition de l'agression, les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens, le statut de courrier diplomatique et de la valise diplomatique, le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité et le projet de statut de la Cour pénale internationale.

M. Robinson a remis ses lettres de créance en tant que délégué de la Jamaïque auprès de l'Organisation des Nations Unies en 1982 et a représenté la Jamaïque auprès de divers organismes des Nations Unies, dont la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international et la Commission des sociétés transnationales, dont il a présidé la douzième session en 1986. En 1985, à la demande du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, M. Robinson a établi un rapport sur la position des pays en développement en ce qui concerne une référence au droit international dans le projet de code de conduite des sociétés transnationales. Également à la demande du Centre, il a établi à l'intention de l'Organisation des États des Caraïbes orientales des principes directeurs relatifs à la négociation de traités bilatéraux concernant les investissements. En 1997, il a présidé la réunion d'experts de la CNUCED sur les accords existants en matière d'investissement et leurs incidences sur le développement. De 1999 à 2008, il a été conseiller principal auprès de la Conférence à l'occasion de l'examen des documents à verser au recueil sur les accords internationaux d'investissement.

En sa qualité de membre de la Commission du droit international, M. Robinson a joué un rôle majeur dans le domaine de la codification et du développement progressif du droit international, dans tous les domaines d'activité de la Commission. En sa qualité de membre du groupe de travail chargé de rédiger le statut de la Cour pénale internationale, il a joué un rôle essentiel dans l'élaboration rapide d'un projet de statut que la Commission a adopté en 1994 et soumis à l'Assemblée générale des Nations Unies à sa quarante-neuvième session; ce texte a servi de base aux travaux du Comité préparatoire chargé d'étudier le statut de la Cour pénale internationale.

En sa qualité de membre de la Commission interaméricaine des droits de l'homme de 1987 à 1995 (Commission qu'il a présidée en 1991), M. Robinson a contribué au développement d'un ensemble d'instruments relatifs aux droits de l'homme pour le système interaméricain à un moment crucial de l'histoire de l'Amérique latine marqué par la transition de nombreux pays d'un régime militaire à la démocratie. Il s'est employé en particulier à ce que les Caraïbes contribuent comme il convient aux travaux de la Commission. Il a également veillé à ce que le système interaméricain des droits de l'homme tire parti des caractéristiques les plus pertinentes et applicables du droit romain et de la common law. Il a représenté la Commission interaméricaine des droits de l'homme dans des affaires dont la Cour interaméricaine des droits de l'homme était saisie.

Durant les 26 ans pendant lesquels il a conseillé le Gouvernement jamaïcain sur des questions de droit, M. Robinson a représenté la Jamaïque à de nombreuses conférences de plénipotentiaires, dont la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, au cours de laquelle il a joué un rôle majeur dans l'élaboration des dispositions traitant des limites de juridiction nationale contenues dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

M. Robinson a également fait œuvre considérable dans le domaine du droit international aux niveaux régional (Organisation des États américains) et sous-régional (Caraïbes). Il a participé à de nombreuses conférences dont les travaux ont servi de base à plusieurs conventions de l'Organisation des États américains, dont celles relatives à l'extradition, à l'entraide judiciaire en matière pénale, aux disparitions forcées, à la corruption et au trafic illicite d'armes. Il a été le Vice-Président de la Conférence spécialisée de l'Organisation réunie pour arrêter le texte de la Convention interaméricaine contre la corruption. Au niveau caribéen, il a participé aux négociations qui ont précédé la conclusion du Traité portant création de la Communauté et du Marché commun des Caraïbes.

M. Robinson a été Conseiller juridique de la Jamaïque au cours des négociations qui ont conduit à l'adoption de la Convention portant création de l'Association des États de la Caraïbe.

À titre personnel, M. Robinson a participé à des ateliers et colloques concernant divers aspects du droit international, notamment l'environnement, la pollution marine, les investissements étrangers, la création de la Cour pénale internationale et les droits des peuples autochtones. Il a été membre du groupe d'experts du Programme des Nations Unies pour l'environnement chargé d'étudier une législation internationale relative à l'environnement visant au développement durable.

Consultant

M. Robinson a servi d'expert auprès :

a) Du Secrétariat du Commonwealth (Fonds du Commonwealth pour la coopération technique) en vue de dispenser aux pays du Commonwealth des conseils sur la négociation des traités relatifs à la délimitation des zones maritimes;

b) Du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, s'agissant des traités relatifs aux investissements et du projet de code de conduite des sociétés transnationales;

c) De la CNUCED, s'agissant des traités relatifs aux investissements, notamment en qualité de conseiller principal à l'occasion de l'examen des documents à verser au recueil sur les accords internationaux d'investissement;

d) Du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour la rédaction du Protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées dans la région des Caraïbes;

e) De la Communauté des Caraïbes, dans le cadre de la rédaction du règlement de procédure de la Cour de justice des Caraïbes.

Comités de rédaction

1. Nommé membre du comité de rédaction de l'American and Caribbean Law Review – the American and Caribbean Law Initiative.
2. Nommé membre du comité de rédaction honoraire de la revue juridique publiée par la faculté de droit de l'Université des Indes occidentales (année universitaire 2012-2013)
3. Nommé membre du comité de rédaction du recueil d'articles sur le droit pénal international publié par Brill Publishing (2012)

M. Robinson a donné des conférences et publié des articles concernant divers secteurs du droit international, dont le droit de la mer, la protection des investissements étrangers, l'extradition, le droit des traités, les droits de l'homme et les négociations relatives aux traités.

On trouvera ci-après une liste de ses publications.

Exposés, articles et séminaires

2012	Exposé sur le thème « How Malleable is the Principle of Separation of Powers in the Constitutional System of the Commonwealth Caribbean? An Examination of Privy Council Jurisprudence in Death Penalty Cases in Relation to the Unincorporated Treaty », basé sur l'article intitulé « Achieving "the Admittedly Desirable Result": Difficulties in Constructing Bridges to the Unincorporated Treaty », faculté de droit, Université des Indes occidentales, Cave Hill (La Barbade), West Indian Law Journal, Jamaica 50th Jubilee Special Edition (août 2012), p. 9
2012	« Severing Ties with the UK Monarchy and Privy Council », Symposium on Jamaica at 50: Challenges of an Independent Nation – Haute Commission pour la Jamaïque, Londres.
2012	Exposé sur le thème « The Monarchy, Republicanism and The Privy Council », présenté à la London School of Economics à l'occasion du cinquantenaire de l'indépendance de la Jamaïque (juin 2012)
2012	Exposé sur le thème « The use of International Law by The Privy ouncil and the Caribbean Court of Justice on Commonwealth Caribbean Death Penalty Cases: the Convergence of Constitutional and International Law », cours d'hiver de la faculté de droit de l'Université Stetson (îles Cayman)

2012	« The Contribution of the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia to the Development of International Criminal Justice », faculté de droit de l'Université Duke (États-Unis), mars 2012, à paraître dans un recueil d'articles dédié à Adama Dieng, ancien Greffier du Tribunal pénal international pour le Rwanda
2011	Exposé sur le thème « Supporting the International Rule of Law », présenté à la London School of Economics
2011	Exposé sur le thème « Challenges to the Rule of Law in International Criminal Justice », présenté à la Oxford Union
2010	Tribune libre intitulée « The International Criminal Court and the Caribbean », rédigée à la demande de la Coalition pour la Cour pénale internationale en vue d'encourager les États des Caraïbes à ratifier le Statut de Rome et publiée dans le Daily Gleaner (Jamaïque) le 11 avril 2010
2009	Discours d'ouverture de la conférence inaugurale de l'Association caribéenne des magistrats tenue à Port of Spain, consacré au thème « Fairness and Efficiency in the Proceedings of the ICTY » (juin 2009)
2009	Article intitulé « Achieving "The Admittedly Desirable Result": Difficulties in Constructing Bridges to the Unincorporated and Unenforceable Treaty », présenté à la conférence inaugurale de l'Association caribéenne des magistrats (juin 2009)
2009	Article intitulé « The Fiftieth Anniversary of the European Court of Human Rights: The Interaction Between the European Court and Other International Courts; Overlapping Systems of Law ».
2009	« The Interaction of Legal Systems in the Work of the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia » : exposé présenté à la Nova South Eastern University de Davie (États-Unis) (2009); séminaire organisé à l'intention du Bureau du Conseiller juridique du Fonds monétaire international (2007); conférence à la faculté de droit Osgoode de l'Université York (Toronto, Canada) (2007)
2006	Article sur la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme présenté à la Conférence régionale sur la bioéthique (Port of Spain) (8 et 9 juin 2006)
2005	Article intitulé « Rough Edges in the Alignment of Legal Systems in the Proceedings at the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia », présenté au colloque sur la jurisprudence mondiale organisé à la faculté de droit de l'Université de Stanford (18 mars 2005)
2004	Exposé sur le thème « Fair But Expeditious Trials », présenté au séminaire de formation de l'Institut universitaire européen de Florence (Italie) (20 février 2004)
2002	Exposé sur le thème « Human Rights and State Power in Troubled Times », présenté à la faculté de droit de l'Université Norman Manley (Kingston) (21 février 2002)

2001	Article intitulé « Institutional and Regulatory Norms: An International Text on Bioethics », présenté à la Table ronde des ministres de la science organisée par l'UNESCO (octobre 2001)
2001	Articles sur le règlement des différends entre l'investisseur et l'État et la négociation d'un accord international en matière d'investissement, présentés à la formation organisée par la CNUCED à l'intention des négociateurs des pays d'Asie (Delhi) (novembre 2001)
2001	Exposé sur le thème « Character of Fairness in Trials at the International Tribunal for the former Yugoslavia », Université de Toronto (décembre 2001)
2001	Article intitulé « Overview of the Main Instruments in the Inter-American System of Human Rights », présenté à un séminaire sur le système interaméricain relatif aux droits de l'homme organisé à l'intention des pays des Caraïbes sous les auspices de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (Grenade) (février 2001)
2000	Article sur le thème « Legal Order and the Enforcement of International Law and Human Rights – New Developments regarding the International Responsibility of Individuals », présenté au Forum européen d'Alpbach organisé par l'Austrian College (août 2000); animateur du séminaire et intervenant sur d'autres sujets examinés dans le cadre du Forum
1999	Exposé intitulé « Ensuring Fair and Expeditious Trials at the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia », présenté à l'Université de Leiden (Pays-Bas) à l'occasion du lancement du programme de maîtrise en droit pénal international
1999	Article sur la confidentialité des données génétiques, présenté à la session annuelle du Comité international de bioéthique
1997	Article intitulé « Criteria to Test the Development Friendliness of Investment Agreement », présenté à la deuxième session de la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières de la CNUCED
1994	Article intitulé « New Features of the 1991 Extradition Act (of Jamaica) and other Extradition Issues », présenté au séminaire de l'ordre des avocats jamaïcains
1993	Article intitulé « The Law of the Sea – Some Issues relating to the Caribbean », présenté à l'Institut de hautes études internationales de Genève
1991	Présentation des travaux de la Commission interaméricaine des droits de l'homme à : • L'Université Saint Thomas (Miami, États-Unis) • La Commission africaine des droits de l'homme (Gambie)

1990	En tant qu'animateur d'un séminaire sur les traités organisé par le Caribbean Law Institute, a présenté un exposé sur la négociation, la rédaction et l'entrée en vigueur des traités
1986	Animateur d'un séminaire sur les traités bilatéraux de protection des investissements dans les Caraïbes, organisé à la Trinité-et-Tobago par le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales
1985	Animateur d'un séminaire sur l'établissement des rapports à présenter en application des conventions relatives aux droits de l'homme, organisé par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche à la Barbade à l'intention des diplomates et juristes des Caraïbes
1984	Animateur d'un séminaire sur le droit de la mer, organisé par le Secrétariat du Commonwealth à la Jamaïque à l'intention des responsables de la pêche dans les Caraïbes
1983	Animateur d'un séminaire organisé par le Secrétariat du Commonwealth à la Trinité-et-Tobago, à l'intention des jeunes diplomates des Caraïbes
1982	Présentation d'un exposé sur les principales questions relatives au droit de la mer, lors d'un séminaire organisé par la Jamaican Geological Society et la Jamaican Society of Scientists and Technologists

Travaux de recherche et publications

2012	Article intitulé « Achieving "The Admittedly Desirable Result": Difficulties in Constructing Bridges to the Unincorporated Treaty », publié dans le West Indian Law Journal, Jamaica 50th Jubilee Special Edition (août 2012, p. 9)
2012	Article intitulé « The Monarchy, Republicanism and the Privy Council: The Enduring Cry for Freedom » – The Round Table », publié dans The Commonwealth Journal of International Affairs (2012), p. 1 à 8
2012	« Affirming the International Rule of Law », publié dans European Human Rights Law Review (no 1 de 2012), p. 32
2011	La justice internationale : la juridiction pénale, les conflits et le droit, Emmanuel Goffi et Grégory Boutherin (dir.), Choiseul, 2011
2011	Assessing the Legacy of the ICTY, publié sous la direction de Richard H. Steinberg, Martinus Nijhoff Publishers. Le livre est inspiré de la conférence sur l'évaluation de l'héritage du Tribunal qui s'est tenue à La Haye en février 2012. Auteur des chapitres suivants :

Chapitre 2	National Ownership: The Key Concept of the Tribunal's Vision

	Chapitre 5	Creating a Legacy that Supports Sustainable Rule of Law in the Region
	Chapitre 46	The Way Forward
	Chapitre 55	The Virtues of Patience and Open discourse

2010	Protecting Humanity: Essays in International Law and Policy in Honour of Navantham Pillay, publié sous la direction de Chile Eboe-Osuji, « Judicial Independence and the Rule of Law »
2009	The Right to a Fair Trial in International Law with specific reference to the work of the ICTY, Berkeley Journal of International Law Publicist, vol. 3, 2009, p. 1 à 11
2009	The Interaction of Legal Systems in the Work of the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia – I.L.S.A. Journal of International and Comparative Law, vol. 16 (automne 2009), no 1, p. 5 à 17
2009	The UNESCO Universal Declaration on Bioethics and Human Rights: Background, Principles and Application, publié par l'UNESCO sous la direction de Henk A. M. J. ten Have et Michele S. Jean, 2009. Auteur des chapitres 29 (Article 27: Limitations on the Application of the Principles) et 30 (Article 28: Denial of Acts Contrary to Human Rights, Fundamental Freedoms and Human Dignity)
2005	Article intitulé « Fair but Expeditious Trials » dans The Dynamics of International Criminal Justice International Law Series, Essays in Honour of Sir Richard May, 2006, publié sous la direction de Hirad Abtahi et Gideon Boas
2005	Article intitulé « Rough Edges in the Alignment of Legal Systems in the Proceedings at the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia » publié dans le Journal of International Criminal Justice, 3 (2005), p. 1037 à 1058
2002	Article intitulé « Human Rights and State Power in Troubled Times », West Indies Law Journal, vol. 27 (1), 2002, p. 49
2002	Auteur du chapitre « The Missing Crimes » dans un ouvrage intitulé The Rome Statute of the International Criminal Court: A Commentary (publié sous la direction d'Antonio Cassese, Paola Gaeta et John R.W.D. Jones), paru à Oxford University Press, 2002, p. 497
2000	Article intitulé « Ensuring Fair and Expeditious Trials at the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia », 11 European Journal of International Law, 2000, p. 69
2000	Article intitulé « Criteria to Test the Development Friendliness of Investment Agreements », paru dans Transnational Corporations, vol. 7, no 1, avril 1998
1999	Article intitulé « Entry and Establishment in Investment Agreements », présenté à la Conférence régionale de la CNUCED

	sur l'investissement organisée à l'intention des pays du CARICOM et de la Communauté andine
1997	Article intitulé « Protection of Human Rights in the Democratic Reality in the Hemisphere: Problems and Challenges », présenté à un symposium organisé sous les auspices de la Commission interaméricaine des droits de l'homme sur le thème Structure of the Inter-American System for the Promotion and Protection of Human Rights: Evaluation and Challenges
1997	Article intitulé « The Definition of Investment in Regional and Multilateral Investment Treaties and their Implications for Development », présenté à la réunion d'experts de la CNUCED sur les traités régionaux et multilatéraux en matière d'investissement et leurs incidences sur le développement
1993	Article intitulé « Treaty Negotiations, Drafting, Ratification and Accession by CARICOM States », paru dans le West Indian Law Journal, vol. 18, no 2
1992	Article intitulé « The Inter-American Human Rights System, paru dans le West Indian Law Journal, vol. 17 (mai 1992), p. 8
1990	Article intitulé « Negotiation and Drafting of Treaties from the Perspective of Developing Countries », rédigé sous les auspices du Caribbean Law Institute
1990	Principes directeurs établis à l'intention de l'Organisation des États des Caraïbes aux fins des négociations relatives aux traités bilatéraux en matière d'investissement, établis pour le compte du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales
1989	Article intitulé « The Law of the Sea dans Caribbean Perspectives on International Law and Organisations (1989), publié sous la direction de B. G. Ramcharan et L. B. Francis
1987	Article intitulé « The Agreement Establishing the Multilateral Investment Guarantee », paru dans le West Indian Law Journal, vol. II (octobre 1987).
1986	Article intitulé « International Cooperation for the Control of Drug Abuse in the Americas Legal Regime », présenté au Colloque sur la réforme juridique parrainé par l'Organisation panaméricaine de la santé et le Jamaica National Council on Drug Abuse and Prevention and Control Project, tenu à Kingston en mai 1986
1986	« The Question of a Reference to International Law in the United Nations Draft Code of Conduct on Transnational Corporations », article établi à l'intention du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales et publié par celui-ci en juillet 1986 en tant que premier numéro d'une série d'études (UNCTC Current Studies, série A, vol. 1) visant à favoriser une meilleure connaissance des sociétés transnationales, de leurs activités et de leurs incidences économiques, juridiques, politiques et sociales; ultérieurement présenté à la huitième Conférence du Commonwealth sur le droit et

	paru dans le West Indian Law Journal, vol. 10 (octobre 1986) sous le titre « The Fear of, and Insistence on, a Reference to International Law in the United Nations Code of Conduct on Transnational Corporations »
1985	Article intitulé « The June 1985 Reconvened Special Session on the Code of Conduct for Transnational Corporations », paru dans le CTC Reporter, no 20 (automne 1985)
1984	Article intitulé « The Commonwealth Scheme for the Rendition of Fugitive Offenders – A Critical Appraisal of Some Essential Elements », 33 International and Comparative Law Quarterly 613 (1984), présenté sous une forme modifiée à la huitième Conférence du Commonwealth sur le droit (1986)
1983	Article intitulé « Common Ownership and Development of Extra-territorial (Maritime) Resources of the region », lu à la sixième Conférence de l'American Association of Jurists et paru dans le West Indian Law Journal, vol. 10 (mai 1986)
1982	Article intitulé « Main Issues before the Law of the Sea Conference », Journal of the Geological Society of Jamaica (décembre 1982)
1980	Article non publié intitulé « The Group of Landlocked and Geographically Disadvantaged States in the Third United Nations Conference of the Law of the Sea », présenté à la réunion des spécialistes du droit de la mer du Marché commun des Caraïbes
1978	Article intitulé « Extradition – Jamaican Case Law and Need for Reform », paru dans le West Indian Law Journal (mai 1978)
1973	Coauteur, avec Ken Rattray et Allan Kirton, d'un article intitulé « The Effects of the Existing Law of the Sea on the Development of the Caribbean Region and the Gulf of Mexico », présenté à la conférence Pacem in Maribus tenue à Kingston et paru dans Pacem in Maribus IV – 1973 Caribbean Study Project 32
1970	Travail de recherche sur l'article 62 de la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités, « Clausula Rebus Sic Stantibus: Fundamental Change of Circumstances », mené à l'Académie de droit international de La Haye dans le cadre d'un programme de bourse de l'ONU
1970	Article non publié intitulé « No Case to Answer in a Criminal Case – Incidence and Degree of Proof », rédigé à l'intention du Ministère public jamaïcain

Autres activités juridiques

2008	Membre d'un comité du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements chargé d'examiner l'opportunité d'annuler une décision prise par un tribunal d'arbitrage créé dans le cadre du Centre

2010	Arbitre-Président d'un tribunal d'arbitrage créé dans le cadre du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements
2010	Arbitre-Président d'un tribunal d'arbitrage créé dans le cadre de la Chambre de commerce internationale (a démissionné du poste peu après avoir pris ses fonctions)
2011	Inscrit sur la liste des arbitres chargés de régler les différends portés devant l'Organisation mondiale du commerce

Publications non juridiques

2007-2008	Jamaican Athletics – A Model for the World, trois éditions
2009	Auteur de Jamaican Athletics – A Model for 2012 and the World, publié par Arcadia Books, Londres
2012	« A Panoramic Look at Sports in Jamaica since Independence », Jamaica Journal, vol. 34, no 1 et 2 (édition spéciale publiée à l'occasion du cinquantenaire de l'indépendance)

Eugénie Liliane Arivony (Madagascar)

[Original : français]

Date de naissance : 15 novembre 1949 à Antananarivo

Magistrat du premier grade depuis 1997

Nationalité : malgache

Domicile : Faravohitra, Antananarivo

Études

Université d'Antananarivo

- Maîtrise en droit privé : 1975-1979
- Institut d'études judiciaires : 1977-1979

Parcours professionnel

2003-présent	Chef du Service des relations internationales à la Direction des droits humains et des relations internationales du Ministère de la justice
2007-présent	Présidente de la Commission nationale du droit international humanitaire de Madagascar
1999-2001	Avocate générale auprès du Tribunal pénal international pour le Rwanda (Kigali et Arusha)
	(Préparation du procès avec une équipe/projet requêtes et réponses – présentation des requêtes et réponses aux audiences – interrogatoire principal des témoins – autres tâches en rapport avec le procès)
1998-1999	Directrice des études à l'École nationale de la magistrature et des greffes d'Antananarivo
1995-1997	Conseillère juridique auprès des parquets de la République de Cyangugu et à Kigali : projet du Programme des Nations Unies pour le développement : « Réhabilitation du système judiciaire au Rwanda
1992-1995	Vice-Présidente du Tribunal de première instance d'Antananarivo
1986-1992	Juge d'instruction au Tribunal de première instance d'Antananarivo
1980-1986	Substitut et premier substitut du Procureur de la République au Tribunal de première instance de Mahajanga
2006-présent	Formatrice à l'École nationale de la magistrature et des greffes

Activités professionnelles

Participation à des conférences internationales, séminaires et formations

Décembre 2013

Participation aux cours destinés aux directeurs des programmes, et professeur de droit international humanitaire à l'Institut international de droit humanitaire de Sanremo (Italie)

Conférence sur le « Document de Montreux », organisée à Montreux (Suisse) par le Gouvernement Suisse et le

Discussion préparatoire préalable à l'Assemblée des États parties aux Conventions de Genève, organisée à Genève par le Gouvernement suisse et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR)

Novembre 2013

Assemblée des États parties au Statut de Rome, organisée à La Haye (Pays-Bas) par la Cour pénale internationale

Octobre-septembre 2013

Participation au cours accéléré sur le droit des conflits armés donné à l'Institut international de droit humanitaire de Sanremo (Italie)

Mai 2013

Participation à la Conférence sur la protection de la population civile en droit international humanitaire organisée à Oslo par le Ministère norvégien des affaires étrangères

15 et 16 avril 2013

Atelier de ratification et de mise en œuvre des amendements de Kampala sur le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, organisé à Gaborone par la Principauté du Liechtenstein

Août 2012

Séminaire régional sur le droit international humanitaire, organisé à Pretoria (Afrique du Sud) par le CICR

Mai 2010

Séminaire régional sur le droit international humanitaire, organisé à Pretoria par le CICR

Novembre 2010

Réunion universelle des commissions nationales du droit international humanitaire, organisée à Genève par le CICR

Juin 2009

Séminaire régional sur le droit international humanitaire, organisé à Pretoria par le CICR

Avril 2008

Atelier sur le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture, organisé au Cap (Afrique du Sud) par l'Association pour la prévention de la torture

Juillet 2008

Formation sur les droits de l'homme à l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg (France)

Décembre 2007

Séminaire sur la lutte contre le terrorisme et le régime de sanctions contre Al-Qaïda et les Taliban, organisé à Gaborone par une université des États-Unis

Juin 2007

Séminaire régional sur le droit international humanitaire, organisé à Pretoria par le CICR

Mars 2007

Participation à la réunion universelle de la Commission nationale du droit international humanitaire tenue à Genève, en tant que Présidente de la Commission

Mars 2006

Formation des formateurs de l'École nationale de la magistrature et des greffes (Paris/Bordeaux, France)

Novembre 2005

Formation sur le thème « L'enquête économique et financière », École nationale de la magistrature (Paris)

Octobre 2005

Réunion des points focaux de la lutte contre les drogues (ONUDC), tenue à Durban (Afrique du Sud)

Juillet-août 2005

Stage sur les droits de l'homme (portant notamment sur les différents systèmes et la formation relative aux droits de l'homme à l'université) à l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg (France)

Septembre 2004

Formation sur la lutte contre les drogues et la criminalité transnationale (organisée par l'ONUDC) et la lutte contre le terrorisme, tenue à Jinja (Ouganda)

Participation à l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale tenue à La Haye (Pays-Bas)

Août 2004

Présentation devant le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale du rapport périodique de Madagascar relatif à la Convention internationale sur la lutte contre la discrimination raciale (Genève)

Octobre 2003

Conférence sur la Cour de justice du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Addis-Abeba)

Mai 2003

Formation sur la lutte contre les drogues, la criminalité transnationale organisée et le terrorisme (Pretoria)

Décembre 1998

Inauguration de l'École régionale de la magistrature de Cotonou

1995

Formation sur les droits de l'homme au Centre des droits de l'homme de Kigali

Décembre 1994

Séminaire sur l'arbitrage commercial (Paris)

Associations professionnelles

Fondatrice et Présidente de la Commission nationale de droit international humanitaire

Membre cofondateur du Comité de rédaction des rapports initiaux et périodiques relatifs aux instruments internationaux des droits de l'homme

Point focal national de la lutte contre les drogues (ONUDC) dont le siège se trouve à Nairobi

Point focal national de la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la torture

Membre titulaire du Comité national des mines

Membre du Groupe de travail sur les droits de l'homme (groupe de travail réunissant des organisations non gouvernementales œuvrant dans le domaine des droits de l'homme), chapeauté par l'ambassade des États-Unis d'Amérique

Chef de file du comité d'organisation de la semaine de célébration de la Journée internationale des droits de l'homme (10 décembre)

Vie associative

Membre du Groupe de travail sur les droits de l'homme

Membre de l'Association des femmes juristes de l'océan Indien

Membre de l'Association pour les victimes du cyclone

Membre de l'Association des juristes de l'océan Indien

Membre du syndicat des magistrats

Autres

Langues

Langue maternelle : malagasy; français : courant; anglais : bon niveau (parlé, écrit)

Jemal Ould Agatt (Mauritanie)

[Original : français]

Données personnelles

Date de naissance : 30 décembre 1960

Lieu de naissance : Aïoun (Mauritanie)

Nationalité : Mauritanienne

Profession : Magistrat, conseiller à la Cour suprême

Expérience professionnelle

2006-présent	Magistrat, conseiller à la Cour suprême
2005-2006	Avocat réinstallé en Mauritanie
1998-2004	Conseiller juridique de différentes sociétés saoudiennes (Société Saudi Najm pour les services et le développement, Groupe Dar Al-Salam pour les services hôteliers, Société Edarah pour la gestion hôtelière, Société Ilyas pour le Hajj et la Oumra)
1996-1998	Avocat conseil au cabinet Algarny à Médine (Arabie saoudite)
1986-1996	Avocat membre de l'Ordre national des avocats mauritaniens exerçant à Nouakchott

Formation et qualifications

2011	Accomplissement avec succès du programme de formation initiale de l'École nationale de la magistrature (Bordeaux, France)
2008	Master of Comparative Law (spécialisation en arbitrage international des contentieux pétroliers), International Islamic University (Malaisie)
1998	Admis au second niveau de l'Institut supérieur des études islamiques du Caire
1995	DEUG en littérature anglaise de l'Université de Nouakchott (département de littérature anglaise)
1991	Initiation à l'informatique et à la bureautique
1985	Maîtrise en droit, Université de Damas
1982	Accomplissement avec succès des premier et second programmes de comptabilité à l'Institut de l'Orient de Damas
1980	Baccalauréat, option Lettres modernes, section arabe

Honneurs et activités publiques

2013	Nommé par décret membre de la Commission nationale des droits de l'homme et élu Président de sa sous-commission des affaires juridiques

2011	Formé pendant 15 jours à la cour de cassation, à Paris
2008	Formé un mois à la Cour suprême du Maroc et à l'Institut supérieur de la magistrature de Rabat
2006	Accomplissement avec succès du programme de développement professionnel des enseignants d'anglais à l'American Center Summer Institute de Dakar
2005	Sollicité par la Societé nationale des hydrocarbures pour traduire de l'anglais en français ses contrats avec ses partenaires étrangers
1999-2004	Collaborateur de la maison de traduction Al-Qabas à Médine (Arabie saoudite) dans le cadre de la traduction occasionnelle et partielle de ses travaux
1994	Membre du comité de rédaction de la revue professionnelle *Al Mouhamy* (publiée par l'ordre national des avocats)
1994	Commis par l'agence ARCB (Ministère des finances), avec d'autres collègues, pour le recouvrement des créances bancaires publiques dans le cadre des mesures d'ajustement appliquées par le Gouvernement
1993	Choisi par le Directeur de l'Office national des oqafs pour la traduction des travaux du séminaire régional organisé à Nouakchott par la Banque islamique de développement sur le thème de la zakat
1992	Délégué de l'ordre national des avocats aux journées de réflexion sur la réforme de la justice organisées par le Ministère de la justice en collaboration avec la Banque mondiale

Publications

1. *Les Droits de l'homme et les droits du diable* (en arabe), journal *Alwaaqie*, n° 1, 2 mai 1993

2. *Les droits de l'homme en islam*, revue *Al Mouhamy*, n°s 2 et 3, premier et deuxième trimestres, 1995

3. *L'indépendance de la justice en droit comparé* (en arabe), revue *Al Mouhamy*, n°s 4 et 5, septembre 1995

4. *Le projet de loi sur le barreau répond-il aux attentes de réforme?* (en arabe), revue *Al Mouhamy*, n°s 4 et 5, septembre 1995

5. *Les nations disparues entre le Coran et l'histoire* (en arabe), revue *Almanhal*, n° 595, février-mars 2005

6. *La mise en évidence des fautes médicales devant les juridiction pénales mauritaniennes* (communication présentée en arabe au séminaire organisé par la Cour suprême de l'Algérie sur la responsabilité pénale à la lumière du droit médical et de la jurisprudence), Alger, mars 2010

7. *L'avancement des magistrats en droit comparé* (en arabe), *Revue des tribunaux mauritaniens*, n° 2, décembre 2013

8. *Évaluation du projet de réforme judiciaire de 2012*, *Revue des tribunaux mauritaniens*

Travaux non publiés

1. « Settlement of petroleum disputes through arbitration in Saudi Arabia and the other Gulf countries: problems and prospects » (Règlement des différends pétroliers par l'arbitrage en Arabie saoudite et les autres pays du Golfe : problèmes et perspectives (thèse de Master en droit comparé présentée à la faculté Ahmad Ibrahim Kulliyah de l'Université islamique internationale de Malaisie), 2008

2. *Les technologies de réforme judiciaire et juridique* (en arabe), étude présentée en candidature au prix Shanqit (2014)

3. *Du Kadi au Tribunal, le voyage de 1 000 ans* (manuscrit arabe sur l'histoire de la justice en pays d'Islam)

4. *Des Noirs autour du Prophète* (projet en cours de rédaction)

5. *The Legal System of Mauritania* (présentation du droit mauritanien en anglais)

6. *La formation des magistrats en France* (manuscrit arabe)

7. Plusieurs autres rapports sur la situation des prisons, de l'environnement et des travailleurs de l'industrie minière écrits pour la Commission nationale des droits de l'homme

Mohamed Bennouna (Maroc)

[Original : français]

Juge à dater du 6 février 2006

Né à Marrakech (Maroc) le 29 avril 1943

Docteur en droit international, professeur de droit international. Diplômé de l'Académie de droit international de La Haye. Membre de l'Institut de droit international

Activités professionnelles

Ambassadeur, Représentant permanent du Royaume du Maroc auprès des Nations Unies (2001-2006)

Juge ad hoc à la Cour internationale de Justice dans l'affaire *Différend frontalier (Bénin/Niger)* (2002-2005)

Juge au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, à La Haye (1998-2001)

Directeur général de l'Institut du monde arabe (IMA, Paris) (1991-1998)

Ambassadeur, Représentant permanent adjoint auprès des Nations Unies (1985-1989)

Professeur, puis doyen, de la faculté de droit de Rabat (Maroc) (1972-1984)

Fondateur et premier Directeur de la *Revue juridique, politique et économique du Maroc* (1976)

Professeur visiteur dans différentes universités (Tunis, Alger, Nice, New York, Salonique, Paris).

Président de la Sixième Commission (Affaires juridiques) lors de la cinquante-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies

Président du Groupe des 77 et de la Chine à l'Organisation des Nations Unies (2003)

Membre de la Commission mondiale d'éthique des connaissances scientifiques et des technologies (Comest) de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) (2002-2006)

Membre du Comité international de bioéthique de l'UNESCO (1992-1998) et du panel international sur la démocratie et le développement (UNESCO) (1997-2002)

Président d'un panel de la Commission d'indemnisation des Nations Unies, à Genève (1992-1995)

Membre de la Commission du droit international des Nations Unies (Genève) (1986-1998)

Premier Rapporteur spécial de la Commission du droit international sur la question de la protection diplomatique (1997-1998)

Conseiller juridique de la délégation marocaine à de nombreuses sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (1974-1985)

Membre de la délégation marocaine à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1974-1982)

Auteur de nombreux ouvrages, essais et articles en droit international

Ouvrages et cours

Le consentement à l'ingérence militaire dans les conflits internes, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1974

« Le droit international relatif aux matières premières», *Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye*, t. 177, 1982

Le droit international du développement, Berger-Levrault, 1983

La spécificité du Maghreb arabe, Fondation du Roi Abdul-Aziz, 1990

« Les sanctions économiques des Nations Unies », *Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye*, t. 300, 2002

« Prevention and International Law », *Collated Courses of the Xiamen Academy of International Law,* vol. 4, 2011, Leiden-Boston, Martinus Nijhoff

Articles

« Le Maghreb entre le mythe et la réalité », revue *Intégration*, 1974, n° 1

« Les fonds marins entre l'héritage commun et la querelle des héritiers », *Revue iranienne des relations internationales*, 1975, n° 5

« Le Sahara occidental devant la Cour internationale de Justice », *Revue juridique, politique et économique du Maroc (RJPEM)*, 1976, n° 1

« Le nouvel ordre économique international et la doctrine juridique », *RJPEM*, 1977, n° 2

« Le Maroc et le droit de la mer », *RJPEM*, 1979, n° 6

« Les droits d'exploitation des ressources minérales des océans », *Revue générale de droit international public*, 1980, n° 1

« L'admission d'un nouveau membre à l'Organisation de l'unité africaine », *Annuaire français de droit international (AFDI)*, 1980

« La limite extérieure du plateau continental », *La gestion des ressources pour l'humanité : le droit de la mer*, Martinus Nijhoff, 1982

« Réalité et imaginaire en droit international du développement », *Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : mélanges offerts à Charles Chaumont*, Pedone, 1984

« Défi du développement et volontarisme normatif », *La formation des normes en droit international du développement*, CNRS, 1984

« Le caractère pluridimensionnel du droit de la mer », dans R.-J. Dupuy et D. Vignes (dir. publ.)

Traité du nouveau droit de la mer, Economica, 1985

« La zone économique exclusive marocaine », *Le Parlement et la pratique législative au Maroc*, éditions Toubkal, 1985

« L'Islam et les relations internationales », *Renouveau des études sur l'Islam et le monde arabe*, Fondation du Roi Abdul-Aziz, 1987

« La délimitation des espaces maritimes en Méditerranée », *Le droit de la mer : mélanges à la mémoire de J. Carroz*, publications FAO, 1987

« La Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant », *AFDI*, 1989

« La création d'une juridiction pénale internationale et la souveraineté des États », *AFDI*, 1990

« Quelle sécurité pour quelle Méditerranée? », *La Méditerranée en question – Conflits et interdépendances*, CNRS, 1991

« International Law and Development », dans M. Bedjaoui (rédacteur général), *International Law: Achievements and Prospects*, UNESCO-Martinus Nijhoff, 1991

« L'après-guerre froide et les nouveaux enjeux des relations internationales », *Les Nations Unies*, publications de l'Académie du Royaume du Maroc, 1991

« La dimension géopolitique du Maroc méditerranéen », *Le Maroc méditerranéen*, éditions Le Fennec, 1992

« L'obligation juridique dans le monde de l'après-guerre froide », *AFDI*, 1993

« Le règlement des différends peut-il limiter le droit de se faire justice à soi-même? », *Journal européen de droit international*, 1994, vol. 5, n° 1

« The United Nations, Guarantor of International Peace and Security », dans C. Tomuschat (dir. publ.), *The United Nations at Age Fifty – A Legal Perspective*, Kluwer Law International, 1995

« La protection diplomatique, un droit de l'État? », *Boutros-Ghali Amicorum Discipulorumque Liber*, Bruylant, 1998

« Droit international et diversité culturelle », *International Law at the Turn of the Century*, Sakkoulas Publications, Thessalonique, 1998

« L'embargo dans la pratique des Nations Unies – Radioscopie d'un moyen de pression », dans Yakpo et I. Boumedra (dir. publ.), *Liber Amicorum Mohammed Bedjaoui*, Kluwer Law International, 1999

« The Characterisation of the Armed Conflict in the Practice of the ICTY », dans R. May et consorts (dir. publ.), *Essays on ICTY Procedure and Evidence in Honour of G. K. McDonald*, Kluwer Law International, 2001

« The Statute's Rules on Crimes and Existing or Developing International Law », dans A. Cassese, P. Gaeta et J. Jones (dir. pub.), *The Rome Statute of the International Criminal Court: A Commentary*, vol. II, Oxford, 2002

« Should the United Nations be Changed? », *The Global Community Yearbook of International Law and Jurisprudence*, vol. I, 2004

« Les effectivités concurrentes dans le règlement des contentieux territoriaux », *Droit international et coopération*, hommage à J.-A. Touscoz, France Europe Éditions, 2007

« Réflexions sur la régulation internationale du risque – À propos du concept de prévention », *Terres du droit, mélanges en l'honneur de Y. Jegouzo*, Dalloz, 2009

« La protection diplomatique : du standard minimum de traitement des étrangers aux droits de l'homme », *The diversity of international law, Essays in Honour of Professor Kalliopi K. Koufa*, Martinus Nijhoff, 2009

« La stabilité des frontières maritimes entre États », *L'évolution et l'état actuel du droit international de la mer*, mélanges de droit de la mer offerts à D. Vignes, Bruylant, 2009

« Le formalisme juridique, pour quoi faire? », dans *Le formalisme juridique dans le droit international du XXIe siècle, L'Observateur des Nations Unies*, vol. 30, 2011-1

« Le rôle de la Cour internationale de Justice dans la protection de l'environnement », dans *International Conference on Global Environmental Governance: Rome – Ministry of Foreign Affairs, 20-21 May 2010*, Roma, Istituto Superiore per la protezione e la ricerca ambientale (ISPRA), 2011

« How to Cope with the Proliferation of International Courts and Coordinate Their Action », dans A. Cassese (éd.), *Realizing Utopia: The Future of International Law*, Oxford, Oxford University Press, 2012

« L'avis sur le Kosovo et la fonction consultative de la CIJ », dans K. Kherad (dir.), *Les déclarations unilatérales d'indépendance*, Paris, Pedone, 2012

« The "Corfu Channel" Case and the Concept of Sovereignty », dans K. Bannelier, T. Christakis et S. Heathcote (éds.), *The ICJ and the Evolution of the International Law: the Enduring Impact of the* "Corfu Channel" *Case*, New York, Routledge, 2012

« La Cour pénale internationale », dans H. Ascensio, E. Decaux et A. Pellet (dir. pub.), *Le droit international pénal – deuxième édition révisée*, Paris, Pedone, 2012

« La Cour pénale internationale et les États », dans J. Fernandez et X. Pacreau (dir. pub.), *Statut de Rome de la Cour pénale internationale : commentaire article par article*, t. 1, Paris, Pedone, 2012

« Article 10 », dans J. Fernandez et X. Pacreau (dir. publ.), *Statut de Rome de la Cour pénale internationale : commentaire article par article*, t. 1, Paris, Pedone, 2012

« De la reconnaissance "d'un droit à la nationalité" en droit international », *Société française pour le droit international* (*SFDI), Droit international et nationalité : colloque de Poitiers*, Paris, Pedone, 2012

« Le juge international et la mondialisation », *SFDI*, *L'État dans la mondialisation : colloque de Nancy*, Paris, Pedone, 2013

Distinctions

Prix national de la culture du Maroc, médaille de la culture du Yémen, Chevalier de l'ordre de la Légion d'honneur en France

Kirill Gevorgian (Fédération de Russie)

[Original : anglais]

Né le 8 avril 1953 à Moscou

Éducation

1970-1975	Étudiant à l'Institut des relations internationales de Moscou (spécialisation en droit international)
1975-1978	Études de troisième cycle à l'Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères de l'Union des républiques socialistes soviétiques

Carrière professionnelle (condensé)

2009-présent	Membre du Collège et Directeur du Département des affaires juridiques du Ministère russe des affaires étrangères
2012-présent	Membre de la Commission du droit international
2011-présent	Membre de la Cour permanente d'arbitrage
2003-2009	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Fédération de Russie au Royaume des Pays-Bas
	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
1997-2003	Directeur adjoint du Département des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie
1993-1997	Conseiller à l'Ambassade de la Fédération de Russie en France
1992-1993	Directeur adjoint du Département des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie
1987-1992	Chef de division au Département du droit international du Ministère des affaires étrangères de l'URSS (chargé des questions relatives aux aspects juridiques des relations multilatérales)
1975-1987	Troisième, Deuxième puis Premier Secrétaire et Chef de section à la Division des traités et des questions juridiques du Ministère des affaires étrangères de l'URSS (questions relatives aux droits de l'homme)

Participation aux grandes conférences et négociations internationales

2010-2013	Représentant de la Fédération de Russie aux soixante-cinquième, soixante-sixième, soixante-septième et soixante-huitième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, Représentant de la Russie à la Sixième Commission de l'Assemblée générale
	Chef de la délégation russe à la Conférence de révision du Statut de Rome de la Cour pénale internationale tenue à Kampala

2008-2011	Agent de la Fédération de Russie devant la Cour internationale de Justice dans l'affaire *Application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie* c. *Fédération de Russie)*
2009	Représentant de la Fédération de Russie devant la Cour internationale de Justice dans l'affaire *Conformité au droit international de la Déclaration unilatérale d'indépendance des institutions provisoires d'administration autonome du Kosovo (requête pour avis consultatif)*
	Membre de la délégation russe à la Conférence ministérielle sur l'Afghanistan qui s'est tenue à La Haye (Pays-Bas)
2003-2009	Membre du Conseil administratif de la Cour permanente d'arbitrage
	Délégué aux réunions de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale
	Représentant de la Fédération de Russie à diverses réunions de la Conférence de La Haye de droit international privé
	Représentant de la Fédération de Russie au Conseil exécutif de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
	Chef adjoint de la délégation russe aux réunions des États parties à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction
2008	Chef adjoint de la délégation russe à la deuxième Conférence des États parties chargée d'examiner le fonctionnement de la Convention sur les armes chimiques
2004	Membre de la délégation russe au sommet Union européenne-Russie qui s'est tenu à La Haye
2003	Membre de la délégation russe à la réunion ministérielle de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe tenue à Maastricht (Pays-Bas)
1998-2003	Représentant de la Fédération de Russie au Comité européen de coopération juridique du Conseil de l'Europe
2002	Chef de la délégation russe à la première session de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale
1999-2002	Membre du Comité d'experts sur la nationalité du Conseil de l'Europe
1999-2002	Chef de la délégation russe auprès de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale
2000	Membre de la délégation russe à la Conférence de haut niveau sur la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

2000	Intervenant à la réunion sur le crime d'agression dans le contexte de la Cour pénale internationale qui s'est tenue à Santorin (Grèce)
1995-2000	Délégué de la Fédération de Russie auprès du Comité ad hoc des conseillers juridiques sur le droit international public du Conseil de l'Europe
1999	Membre de la délégation russe et corapporteur sur les questions relatives au règlement pacifique des différends à la conférence internationale intitulée « Centennial of the Russian Initiative: From the First Peace Conference, 1899, to the Third, 1999 » tenue à Saint-Pétersbourg (Russie)
1998	Chef de la délégation russe à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour criminelle internationale
1997-1998	Chef de la délégation russe auprès du Comité préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale
1997	Membre de la délégation russe à la réunion du Conseil des chefs d'État de la Communauté d'États indépendants, tenue à Chisinau (République de Moldova)
1991-1995	Membre du Groupe de travail sur les réserves aux traités internationaux du Comité ad hoc des conseillers juridiques sur le droit international public du Conseil de l'Europe
1992	Membre de la délégation russe au Conseil ministériel de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, tenue à Stockholm
1992	Chef de la délégation russe à la réunion de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) sur le règlement pacifique des différends, tenue à Genève
1992	Membre de la délégation russe à la réunion préparatoire du sommet de 1992 de la CSCE, tenue à Helsinki
1992	Participant à l'étude menée par le Conseil de l'Europe sur la succession des États sur le territoire de l'ex-URSS
1991	Chef adjoint de la délégation soviétique à la Réunion d'experts sur le règlement pacifique des différends, tenue à La Valette
1991	Membre de la délégation soviétique à la Conférence sur la dimension humaine, tenue à Moscou
1985-1991	Membre de la délégation soviétique auprès de la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies de la quarante à la quarante-sixième session de l'Assemblée
1990	Membre de la délégation soviétique chargée de préparer la réunion des chefs d'État et degGouvernement de la CSCE (à laquelle a été adoptée la Charte de Paris pour une nouvelle Europe), tenue à Vienne

1980-1985	Membre de la délégation soviétique aux sessions de la Commission des droits de l'homme de l'ONU
	Observateur aux sessions de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités
1978-1979	Membre de la délégation soviétique auprès de la Troisième Commission de l'Assemblée générale
1977-1978	Observateur de l'Union soviétique aux sessions du Comité des droits de l'homme
1977	Observateur de l'Union soviétique à la session de la Commission du droit international
1976-1977	Observateur de l'Union soviétique à la session du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale
1976	Membre de la délégation soviétique à la Conférence d'experts gouvernementaux sur l'emploi de certaines armes classiques, tenue sous les auspices du CICR à Lugano (Suisse)

Travaux de recherche et activités de conseil

Vice-Président de l'Association russe de droit international

Auteur de plusieurs ouvrages sur le droit international

A directement participé à la rédaction de nombreux traités et autres textes multilatéraux :

Statut de Rome de la Cour pénale internationale (1998), Règlement de procédure et de preuve, Éléments des crimes et Accord sur les privilèges et immunités de la Cour

Statut du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (1993)

Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, adoptée par l'Assemblée générale par sa résolution 47/135 du 18 décembre 1992

Document final du sommet de la CSCE de 1992, intitulé « Les défis du changement »

Convention sur la conciliation et l'arbitrage adoptée par la CSCE (1992)

Mécanisme de La Valette pour le règlement pacifique des différends (1991)

Document final de la Conférence sur la dimension humaine tenue à Moscou dans le cadre de la CSCE (1991)

Charte de Paris pour une nouvelle Europe (1991)

Convention relative aux droits de l'enfant (1990)

Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leurs familles (1990)

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1981)

Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (1984)

Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, adoptée par l'Assemblée générale par sa résolution 36/55 du 25 novembre 1981

Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (1980)

Code de conduite pour les responsables de l'application des lois, adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 34/169 du 17 décembre 1979

1978-présent	Conférencier sur différentes questions relatives au droit international et à la protection internationale des droits de l'homme à l'Institut des relations internationales de Moscou et à l'Académie diplomatique du Ministère russe des affaires étrangères
2010	Participant à la conférence organisée par la fondation britannique Ditchley Foundation sur le thème « The condition of international law »
2004	Membre du groupe d'experts sur la participation de l'Union européenne aux traités internationaux adoptés dans le domaine du droit international privé
2000	Participant à la conférence internationale organisée sur le thème « La primauté du droit dans les relations internationales à l'aube du XXI[e] siècle »
2000	Participant au projet de recherche de l'Institut international de droit humanitaire de San Remo (Italie)
1999	Participant et corapporteur sur la question du règlement pacifique des différends à la conférence organisée à Saint-Pétersbourg à l'occasion du centenaire de la première Conférence internationale de la paix

Titres et distinctions

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire

Membre de l'ordre du Mérite de la Fédération de Russie

Membre de l'ordre de l'Amitié de la Fédération de Russie

Bénéficiaire d'une décoration décernée par le Président de la Fédération de Russie

Connaissances linguistiques

Russe (langue maternelle), anglais, français

Joan E. Donoghue (États-Unis d’Amérique)

[Original : anglais]

Expérience professionnelle

Juge à la Cour internationale de Justice 2010-présent

Département d’État des États-Unis

Première Conseillère juridique adjointe 2007-2010

En sa qualité d’avocate principale du Département d’État, Mme Donoghue conseillait le Secrétaire d’État et d’autres hauts fonctionnaires sur les questions relatives au droit international et au droit des relations extérieures. Elle a en outre été Conseillère juridique par intérim pendant les six premiers mois de la présidence de Barack Obama.

Faculté de droit de l’Université George Washington 2006

Professeur adjoint

Professeur adjoint de droit international public

Freddie Mac 2001-2005

Directrice des services juridiques et Secrétaire générale Août 2003-août 2005

Nommée à la tête des services juridiques après que le Conseil d’administration a décidé de remplacer le Directeur en poste. Membre du Conseil d’administration.

Directrice adjointe des services juridiques chargée des affaires législatives et réglementaires 2001-2003

Département d’État des États-Unis 2000-2001

Conseillère juridique adjointe

Chargée des affaires économiques et de la coopération en matière de police

Département du Trésor des États-Unis 1999-2000

Directrice adjointe des services juridiques

Chargée de donner des conseils sur tous les aspects juridiques des travaux du Département

Département d’État des États-Unis 1993-1999

Conseillère juridique assistante

Responsable des services chargés des affaires économiques (1994-1999) et des services chargés des affaires africaines (1993-1994)

Chercheur invité du Council on Foreign Relations (section des affaires internationales) et professeur invité à la Boalt Hall School of Law de l'Université de Californie à Berkeley 1992

Auteur de travaux de recherche et d'articles sur le droit international de l'environnement et le droit international des immunités; professeur de droit des affaires extérieures et de droit international de l'environnement

Faculté de droit de l'Université de Georgetown 1991

Professeur adjoint

Professeur de droit des affaires extérieures

Département d'État des États-Unis 1984-1991

Bureau du Conseiller juridique

Responsable des services chargés des affaires relatives aux océans et à l'environnement (1989-1991) et des services chargés du droit diplomatique et du contentieux (1986-1989). Avocat-conseil pour les questions latino-américaines (1984-1986).

Covington & Burling (Washington) 1981-1984

Avocate associée plaidant devant les tribunaux fédéraux (contentieux administratif)

Éducation

Boalt Hall School of Law, Université de Californie à Berkeley (licence en droit) (1981)

Université de Californie à Santa Cruz, licence en russe (avec mention bien) et licence en biologie (avec mention bien) (1978)

Publications choisies

« The Role of the World Court Today », 47, *Georgia Law Review*, 181 (2012)

Compte rendu de *A Common Law of International Adjudication*, by Chester Brown, 105, *American Journal of international Law*, 612 (2011)

« The Public Face of Private International Law: Prospects for a Convention on Foreign State Immunity », 57, *Law and Contemporary Problems*, 305 (1994)

Compte rendu de « International Law and Policy-Making About Global Change », *in The Ecological and Social Dimensions of Global Change* (David D. Caron, Terry Chapin, Joan Donoghue, Mary Firestone, John Harte et Lisa Wells, éd., Institute of International Studies, University of California at Berkeley, 1994)

Compte rendu de *The International Politics of the Environment*, par Andrew Hurrell et Benedict Kingsbury, 88 *American Journal of International Law*, 411 (1994)

« EC Participation in the Protection of the Marine Environment », 17, *Marine Policy*, 515 (1993)

« Taking the “Sovereign” Out of the Foreign Sovereign Immunities Act: A Functional Approach to the Commercial Activities Exception », 17, *Yale Journal of International Law*, 489 (1992)

« The Trade Provisions of International Environmental Agreements: Can They Be Reconciled with the GATT? », 86, *American Society of International Law Proceedings*, 233 (1992)

« Perpetual Immunity for Foreign Diplomats? A Response to “The Abisinito Affair: A Restrictive Theory of Diplomatic Immunity?” », 27, *Columbia Journal of Transnational Law*, 615 (1989)

Divers

Participation à des campagnes d’information menées aux États-Unis sur le droit international et le rôle de la CIJ (notamment auprès du Council on Foreign Relations, de différentes sections du World Affairs Council, d’une dizaine de facultés de droit, de magistrats du système judiciaire des États-Unis (tribunaux fédéraux et tribunaux d’État) et de jeunes participant à la Conférence annuelle mondiale des Nations Unies sur « L’ONU mise en scène », ainsi que dans le cadre d’interviews diffusées dans la presse, à la radio et à la télévision)

Conseillère à l’American Law Institute (Restatement Fourth, the Foreign Relations Law), 2012-présent

Conseillère à l’American Society of International Law, 2011-présent

Contribution à des programmes de formation de l’ONU (participation au cours régional sur le droit des investissements, donné à Addis-Abeba en avril 2013, et enregistrement de cours sur le règlement pacifique des différends pour la bibliothèque audiovisuelle de l’ONU, en 2012)

Juge dans des procès simulés (finale du concours Telders de 2014, finale du concours Jessup de 2012 et finale du concours Manfred Lachs de 2012)

Lauréate, avec les juges Xue et Sebutinde, du Prominent Woman in International Law Award, décerné par l’American Society of International Law (2014); lauréate du Distinguished Honor Award (la plus haute distinction accordée par la Secrétaire d’État) (2009), du Presidential Rank Award (pour services méritoires dans la haute fonction publique) (2009) et du Younger Federal Lawyer Award (prix décerné au meilleur jeune avocat de l’année) (1988)